

de Nouvelle-Aquitaine

les francas

L'éducation en mouvement !



Assemblée Générale

de l'Union Régionale des Francas de Nouvelle-Aquitaine

2025

Samedi 13 juin 2026 à Bordeaux

Union Régionale des Francas de Nouvelle-Aquitaine

Rapport d'activité

2025





Formation des volontaires

64 stages BAFA

1132 stagiaires accueillis

8247 journées

70 formateurs-trices volontaires

12 jours de formation de nouveaux formateurs

6 jours de formations continues de formateurs volontaires

1 formation interrégionale N.A.-Occitanie
de responsables de stages : 26 RS

Gouvernance

4 Conseils d'Administration

5 bureaux

5 collectif exécutif régional

4 séminaires des salariés de l'UR

4 CCE du PRDC

5 commissions économie

4 commissions RH

Chiffres clés

14 formations dans 6 départements

4 CPJEPS "AAVQ"

6 BPJEPS "LTP"

1 BPJEPS "EEDD"

3 BPJEPS "ASEC"

432 stagiaires dont 101 en lien
au marché Uniformation

46 649 heures stagiaires

7 formatrices et formateurs de l'Union Régionale

9 formatrices et formateurs associé-e-s, salarié-e-s
des Associations Départementales

Formation professionnelle

En mouvement

33 militant-e-s à la 3ème Agora de Nouvelle-Aquitaine

28 militant-e-s et permanent-e-s à la conférence inter régionale Congrès à Auch

36 journées de formation de bénévoles

Sommaire

7

**Renforcer les capacités
d'influence des Francas
et de la société civile
organisée sur les projets
éducatifs et sur les
politiques publiques**

Les relations institutionnelles
en consolidation

Les relations inter-
associatives

21

**Produire des activités
diversifiées viables et
rentables pour la
fédération et le
mouvement**

La formation des volontaires

La formation professionnelle

La formation professionnelle
continue

L'accompagnement de la VAE,
une compétence à déployer

51

Conclusions

15

**Etre et faire mouvement
à chaque échelle des
territoires**

L'action éducative

L'Agora de Nouvelle-
Aquitaine

La conférence interrégionale
congrès

45

**Piloter ensemble la
stratégie fédérale**

Le projet régional de
développement et de
coopération

Le conseil d'administration,
Le bureau

La commission économique

La commission RH

La direction exécutive

Le collectif exécutif régional

Le collectif des salariés

19

**Etre et faire fédération
avec le niveau local**

Notre présence dans
l'ensemble fédéral

Une riche coopération avec et
entre les AD

Propos introductifs au rapport d'activité

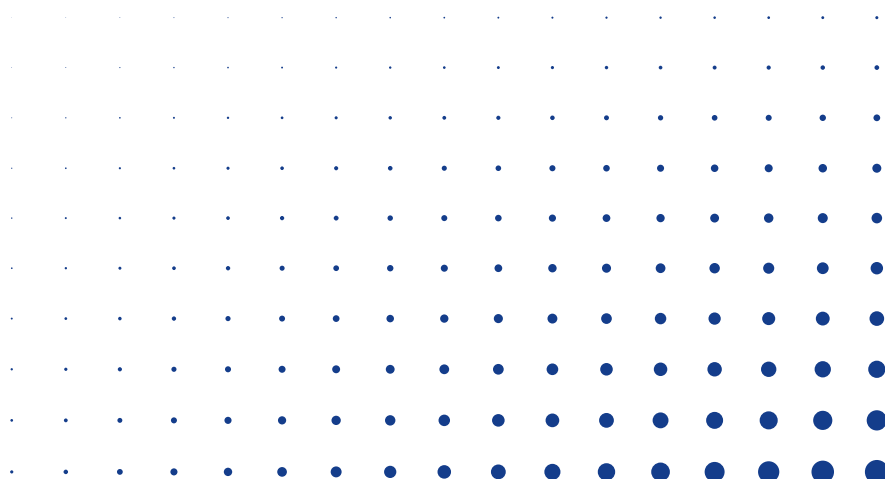
Odile RAPEAU, secrétaire de l'Union-Régionale

L'année écoulée a confirmé l'engagement de l'Union régionale des Francas de Nouvelle Aquitaine dans le développement des compétences des acteurs éducatifs, de l'animation et de l'éducation populaire. À travers les formations habilitées (BAFA-BAFD) et les formations professionnelles qualifiantes, nous poursuivons notre ambition : permettre l'accès de toutes et tous à des parcours de formation de qualité favorisant l'émancipation, l'engagement citoyen et la professionnalisation des métiers de l'animation. Notre activité de formation s'inscrit dans une démarche d'amélioration continue, soutenue par la certification Qualiopi et par des pratiques pédagogiques fondées sur l'éducation populaire, l'alternance entre théorie et pratique, ainsi que l'accompagnement individualisé des stagiaires.

La formation habilitée BAFA et BAFD demeure un levier essentiel de découverte de l'animation volontaire et d'engagement des jeunes dans les projets éducatifs locaux. Les sessions sont construites autour de la participation active des stagiaires, de pédagogies coopératives, de mises en situation d'animation et de réflexions autour des valeurs de laïcité, de citoyenneté et d'inclusion.

Nous poursuivons le développement de formations professionnelles qualifiantes répondant aux besoins des structures éducatives, socioculturelles et des collectivités territoriales. Les formations professionnelles reposent sur l'accompagnement individualisé des stagiaires, des mises en situation professionnelles, l'analyse de pratiques et un travail coopératif. Les équipes pédagogiques et les tuteurs jouent un rôle central dans la sécurisation des parcours et la réussite des certifications. Ce lien permanent entre terrain professionnel et centre de formation est essentiel dans la réussite des parcours de formation de chaque stagiaire.

Dans un contexte économique marqué par des tensions budgétaires et une diminution des financements dédiés à la formation et à l'animation, l'Union régionale des Francas poursuivra ses actions avec détermination afin de garantir la continuité et la qualité de son offre de formation. Notre ambition demeure de faire de la formation un véritable levier d'émancipation individuelle et de transformation sociale au service des territoires et des publics.



POP



*Comprendre,
inspirer,
transformer.*

les français



URGENCE écologique QUE PEUT L'ÉDUCATION?

Pop éduc numéro 1 remplace camaraderie
Plus d'info <https://popeduc.fr/>

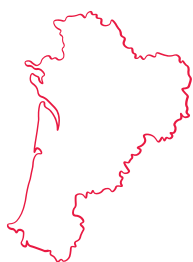
#1 - MAI 2025

Renforcer les capacités d'influence des Francas et de la société civile organisée sur les projets éducatifs et sur les politiques publiques



Les relations institutionnelles en consolidation

Le Conseil Régional de Nouvelle-Aquitaine



L'interlocution avec le Conseil Régional se décline de deux façons, le travail avec les techniciens de la collectivité au travers des réponses aux dispositifs d'accompagnement à la vie associative (tête de réseau, FDVA 1, éducation et vie associative, programme régional de formation) et des rencontres avec les élus de l'institution dans le cadre de notre engagement dans les collectifs affinitaires. Dans chacun de ces espaces nous portons le projet des Francas. Ces relations sont des leviers permettant de positionner les Francas en tant qu'acteur majeur de l'Éducation sur le territoire régional.



Suite aux propos tenus vis-à-vis des Francas, de la Ligue de l'Enseignement et de l'Association Peuple et Culture par une élue du Rassemblement National, lors du vote de la charte d'engagements réciproques Culture Education Populaire (séance plénière d'octobre 2025), les trois fédérations d'Education Populaire ont fait parvenir un courrier commun au Président de la région et à ses vice-présidents (vie associative et culture) dénonçant les paroles tenues dans l'hémicycle régional.

Nous noterons que Florence Macon, directrice de l'AD des Pyrénées-Atlantiques, siège au titre du Mouvement Associatif au sein de la commission régionale du FDVA2 (commission coanimée par le DRAJES et le Conseil régional Nouvelle-Aquitaine).



Les relations institutionnelles en consolidation



La Direction Régionale des Affaires Culturelles de Nouvelle-Aquitaine

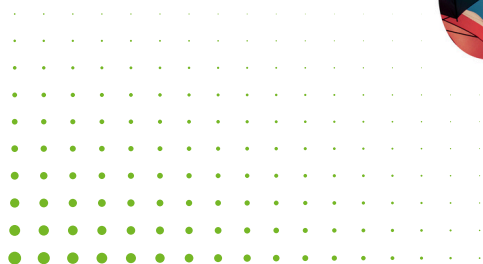
Depuis de nombreuses années les Associations Départementales sont engagées dans les programmes culturels de la Fédération : Aux œuvres Citoyen.es, C'est mon Patrimoine, Été culturel, Pass culture...). Ces actions sont déclinées dans une Convention Pluriannuelle d'Objectifs entre le Ministère de la culture et la fédération nationale des Francas.

Les Francas de Nouvelle-Aquitaine ont signé le 2 décembre 2025 la charte d'engagements réciproques Culture Education Populaire déclinaison régionale de la charte nationale en présence de la DRAC, la DRAJES, de la région Nouvelle-Aquitaine et de l'ensemble des acteurs culturels associatifs de Nouvelle-Aquitaine. Sa mise en œuvre en 2026 va permettre de positionner les Francas comme un véritable acteur culturel. Cela va se traduire par la labellisation Culture Education Populaire de l'ensemble de nos entités.

Notre rôle dans le réseau Francas est d'exercer une veille sur les appels à projets, d'établir un état des lieux de nos actions et de créer une dynamique régionale en prenant appui sur les programmes nationaux.



Signature de la charte le 2 décembre 2025





Les relations institutionnelles en consolidation

La Direction Régionale Académique de la Jeunesse de l'Engagement et des Sports
et les services départementaux

Les relations avec le DRAJES se situent sur deux niveaux. Un niveau opérationnel, dans le cadre de la formation professionnelle, avec la sollicitation des CEPJ pour notre participation à des temps de travail sur la réforme des diplômes JEP et la reconnaissance de l'expertise que nous portons sur les nouveaux textes. Un niveau politique, du fait de notre forte implication dans les collectifs affinitaires (CRAJEP, MA N-A, Hexopée), dans lesquels nous portons une analyse sur l'évolution de l'environnement, en lien aux politiques publiques.

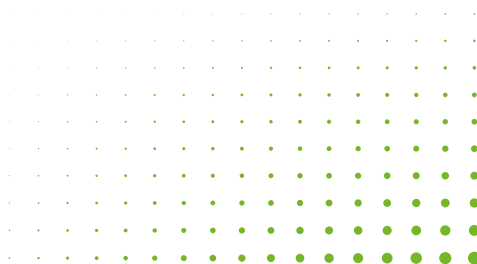
Un délégué fédéral siège au jury régional DEJEPS en tant que représentant d'Hexopée. La directrice des Francas des Pyrénées-Atlantiques siège au jury régional BP JEPS EEDD (au titre du syndicat employeur). La directrice des Francas de Gironde siège au jury régional BPJEPS LTP.

Les Associations départementales siègent au jury BAFA dans chaque département et le coordonnateur de la formation des volontaires siège à chaque jury régional BAFD.



Plusieurs Associations départementales sont des interlocuteurs privilégiés des institutions grâce aux actions menées sur les territoires. À titre d'exemple, nous citerons l'AD de Lot-et-Garonne avec le SJDES 47 et la DRAJES pour le portage du SNU, l'AD de la Vienne avec la CAF pour le dispositif BAFA territoire, l'AD des Landes avec le SDJES, le Conseil départemental et la CAF pour la coordination des CLAS Landais, du projet lutte contre le sexisme et le harcèlement dans les collèges et les séjours vacances. L'AD des Pyrénées-Atlantiques avec le Conseil régional sur le projet d'accompagnement des Services Civiques, ainsi que le Conseil départemental dans le cadre du Schéma Départemental aux Familles.

Cette implication dans les collectifs animés par les services de l'État ou dans les assemblées territoriales, contribue à l'identification des Francas en tant qu'acteur important de l'Education au niveau régional.



Les relations institutionnelles en consolidation



La relation à l'école

La relation à l'École s'inscrit dans la stratégie fédérale, ainsi que dans le PRDC 2020-2025, comme un axe important de notre reconnaissance en tant qu'association complémentaire de l'enseignement public. Nous n'avons pas été sollicités par les académies de Poitiers et de Bordeaux pour ces temps de dialogue académique. Cependant deux associations départementales ont été sollicitées dans le cadre d'une inspection générale des DSDEN pour témoigner de la relation avec les services départementaux.



Les nouvelles modalités de remontées de la Convention pluriannuelle d'objectifs (CPO) permettent par l'intermédiaire du centre décisionnel de disposer d'une synthèse des actions conduites en relation à l'école par département. Cette nouveauté constitue un atout dans l'interlocution avec les partenaires institutionnels. Elle met en lumière l'investissement des ADs dans la mise en œuvre de la CPO nationale et enrichit la présentation de nos actions lors de rencontres avec les services de l'Etat.



BPJEPS ASEC à Pau





Les relations inter-associatives



La représentation des Francas dans ce collectif affinitaire s'inscrit dans la mission des délégués fédéraux. Christophe Sauvaud (Délégué fédéral) siège au Conseil d'administration du CRAJEP (composé de 29 membres) et en assure la coprésidence depuis l'Assemblée Générale de 2026. Il représente par ailleurs le CRAJEP au sein du bureau du Mouvement Associatif de Nouvelle-Aquitaine.

Le CRAJEP NA coordonne et anime plusieurs projets de niveau régional :

- Le Collectif régional EducipopNum est une coopération originale d'associations d'origines diverses (éducation populaire, culture scientifique et technique, numérique) visant à renforcer la visibilité de « l'éducation au numérique » et d'œuvrer collectivement à son appropriation par le milieu associatif et le secteur de l'animation. Il a pour objectif de fédérer et animer un réseau d'acteurs régionaux et locaux agissant auprès de la jeunesse autour des questions d'éducation populaire numérique, d'accompagner la montée en compétence et en capacité des acteurs JEP du territoire, d'assurer une fonction d'observatoire et de partage de pratiques, notamment à travers la valorisation des travaux récemment produits (assises autour de la sobriété et de la résilience numérique et enquête sur les pratiques numériques des jeunes) .

En 2025, il y a eu 6 comités de pilotages, mais également 8 restitutions de l'enquête sur les pratiques numériques de 11-15 ans à travers la région. Ces rendez-vous ont reçu un accueil favorable.

En 2026, le collectif organisera en partenariat avec la ville de Poitiers et la CAF 86, un séminaire sur la question de l'Intelligence Artificielle en juin et des assises au mois de novembre à Bordeaux.

- La citoyenneté européenne, l'éducation à la paix à travers deux projets « YOUNG BELONG » (échange européen des professionnels de la jeunesse sur la thématique de l'inclusion) et la coordination du réseau Diversité et Participation « Nouvelle Aquitaine » entre le Land Hesse et la région Nouvelle-Aquitaine.

En parallèle de la diffusion de plaidoyers (nationaux ou régionaux) sur différents sujets d'actualité, le CRAJEP N-A, a valorisé les productions issues des travaux du JEPLAB en organisant 3 restitutions

Après une vacance d'une année, le CRAJEP a de nouveau deux représentants au sein du CESER. Il s'agit d'Alessandra Marano coordonnatrice à COTravaux, et Paul Cayrol bénévole à l'Association des Jeunes Européens.

Le CRAJEP, comme de nombreuses associations, voit son économie fragilisée en raison des baisses de subventions.

L'engagement des Francas au sein du CRAJEP N-A est important, nous assurons, dans le cadre d'une convention, la comptabilité et le social. Nous avons été présents aux dix conseils d'Administration et nous animons la « commission représentation ». Cette commission a pour objectifs de travail l'élaboration d'un livret présentant tous les espaces collectifs où le JEP porte la voix de l'Education Populaire. Après avoir recueilli l'ensemble des comptes rendus issus des représentations la commission a la charge de les transmettre à l'ensemble des adhérents en mettant en valeur la prise de position du CRAJEP NA.

Le CRAJEP, tête de réseau des associations jeunesse et d'éducation populaire, défend et porte grâce à ses membres la voix de l'Éducation Populaire en Nouvelle-Aquitaine.

Les relations inter-associatives



Au titre du CRAJEP N-A, les Francas occupent le poste de vice-président délégué au sein de ce collectif. Le Mouvement Associatif Nouvelle-Aquitaine (MA N-A), coordination régionale de l'ensemble des associations de Nouvelle-Aquitaine, compte 25 membres. L'année 2025 a été marquée par l'arrivée du nouveau coordonnateur du MA N-A (Mathieu Gonord), mais également par l'adhésion de deux nouvelles associations Le Réseau Nouvelle-Aquitaine Initiatives Territoriales du Réemploi (ReNAITRe) et l'Union Régionale Nouvelle-Aquitaine des Centres Sociaux (URNACS).

Le MA N-A représente les enjeux associatifs au sein du CESER, de la CRESS, de la Commission régionale recrutements emplois associatifs, au FDVA, au DLA et à HEXOPEE. Une interlocution régulière avec le Président et le Vice-Président du Conseil régional, mais également avec la DRAJES et le SGAR, permet d'échanger de valoriser les actions associatives inspirantes mais aussi sur leurs difficultés.

Le MA N-A a coordonné la mobilisation régionale des associations du 11 octobre, en recensant les actions mis en œuvre, en diffusant le kit #canetientplus#.

Notre engagement au sein du Mouvement associatif permet aux Francas de développer leur réseau associatif, mais également de s'approprier et diffuser les analyses portées sur la vie associative en Nouvelle-Aquitaine.

La dynamique du MANA se traduit également par une vie statutaire importante, un bureau tous les mois et un conseil d'administration tous les deux mois.

Enfin malgré la reconnaissance de son action par les institutions, l'économie du MA N-A est en grande fragilité en raison des baisses de subvention.



Notre présence au sein du groupe régional Hépoxée est effective du fait de la participation d'un délégué fédéral aux 4 rendez-vous annuels. Ce groupe régional aborde les difficultés et les évolutions du secteur de l'animation. À ce titre Florence Macon (AD 64) siège au jury BPJEPS EEDD, Hanane Rifai (AD 33) est membre du jury BPJEPS LTP et Christophe Sauvaud (Délégué fédéral) est l'un des représentants des employeurs au jury DEJEPS DPTR. Enfin, un certain nombre d'ADs sont présentes dans les commissions CDJSVA. Les Francas siège au titre de l'UDES au Comité Départemental de l'Emploi des Landes et de Dordogne. À travers ce collectif régional, notre expertise d'usage participe à l'analyse portée par le syndicat employeur sur l'évolution de notre environnement et des métiers de l'animation. Le travail engagé dans ce collectif régional en 2025 s'est porté sur l'impact de la baisse des financements aux associations et sur la préparation du Congrès 2026.



2

Les relations inter-associatives

En tant qu'Unité de Formation des Apprentis (UFA) du Centre de formation des Apprentis Sport Animation de Nouvelle-Aquitaine, l'Union Régionale fait partie du Conseil d'administration de ce CFA et occupe le siège de trésorier du CFA SANA.

Nous avons participé aux 5 réunions annuelles du Conseil d'administration. Nous sommes Unité de Formation des Apprentis du champ de l'Animation et nous représentons près de 40% des apprentis.

En 2025, la CFA SANA a stabilisé son équipe de permanents avec la nouvelle directrice, d'une chargée de développement et d'un apprenant en communication. L'équipe est composée de 5 personnes qui administrent, développent et accompagnent près de 203 apprenti-es dans les métiers du sport et de l'animation. Nous noterons que l'UFA centre de voile de Bordeaux a quitté le CFA et que la candidature de For'Action Equestre en tant que UFA du CFASANA a été validée par le Conseil d'administration. Il va développer des BPJEPS Equitation, dans un premier temps à Tartas, puis dans le Pays Basque.

Le CFA SANA accuse un léger déficit en 2025 en raison de la réforme des diplômes JEPS, cependant l'association grâce à ses fonds propres n'est pas en difficulté économique.



Des rencontres régulières avec les associations d'Éducation Populaire que sont les CEMEA et la Ligue de l'Enseignement de Nouvelle-Aquitaine nous permettent de porter une parole commune dans certains espaces (commission d'habilitation régionale BAFA BAFD, jury BAFD) mais également de tisser des partenariats (ex : un BPJEPS LTP en direction des Centres d'Animation de Bordeaux).

Des temps d'échanges portant sur l'environnement régional se déroulent régulièrement entre le directeur régional des CEMEA et le Délégué fédéral des Francas et font fonction de cellule de veille.





cyber r@llye
scientifique



GRANES
DE PHILO
les francas



les francas



les francas



les francas



les francas



les francas



les francas



la parole
aux enfants



les francas

Etre et faire mouvement à chaque échelle des territoires

1

L'action éducative

L'un des rôles de l'UR est l'accompagnement du développement des pratiques portées par les acteurs éducatifs auprès des enfants et des adolescent-es sur les territoires locaux. Ce soutien s'est traduit par la mise en œuvre de formations professionnelles diplômantes et continues, mais également volontaires et bénévoles sur les territoires.

Nous noterons le développement de formations en lien avec les « Labels Francas » (Graines de Philo, Petite Ourse, Jouer L'Europe, Centre A ère, UPE, Radio Francas, Aux œuvres citoyens). Ces « Labels » sont traduits en actions par les associations départementales. Nous pouvons citer à titre d'exemple l'opération Collège Citoyen autour de la radio, les actions « C'est mon patrimoine », ou encore l'été culturel, les rencontres d'enfants (Francade, regroupement petite enfance...)

La dynamique d'Université Populaire de l'Éducation s'installe peu à peu sur l'agglomération paloise avec une proposition régulière faite par le collectif animé par les FRANCAS 64 et Habitats Jeunes Pau Pyrénées.

La deuxième édition a réuni environ 60 participants-es sous un format en début de soirée sur la thématique du Genre.

L'action éducative développée dans la région par les associations départementales contribue à l'amélioration qualitative des structures d'accueils des enfants et des adolescent-es dans leurs temps libres, mais également au développement des compétences des différents acteurs éducatifs. Les méthodes participatives proposées favorisent l'adhésion du plus grand nombre aux actions réalisées.



Upe à Pau

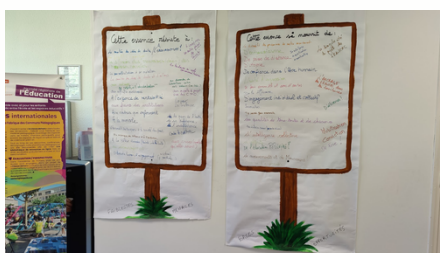
L'Agora de Nouvelle-Aquitaine

Ce rendez-vous annuel s'est déroulé le 05 et 06 avril 2025 au Manoir de Beauvoir à Mignaloux-Beauvoir (86). Cette Agora a réuni une trentaine de militant-es : élu-es, salarié-es, bénévoles, formateurs et formatrices volontaires. Nous avons profité de ce rendez-vous pour faire un état des lieux des actions de l'union régionale depuis 2020. Les participants ont contribué à la démarche congrès à travers un débat sur une question vive. La soirée cabaret des projets nous a permis de valoriser les actions départementales et d'initier des recettes de coopération. Le week-end s'est terminé par une projection sur l'avenir et des idées de projets régionaux futurs.

Les conditions d'accueil et de convivialité ont donné envie à l'ensemble des participants des 8 associations départementales de réitérer ce rendez-vous.

À l'issue de ce week-end, nous avons pu établir un cahier de charge pour l'accueil de ce rendez-vous annuel dont l'objectif est de donner sens à l'organisation.

Ces rencontres participent de l'animation du mouvement en créant les conditions de la rencontre entre militant-es aguerri-es et jeunes militant-es. Elles permettent de donner du sens à l'action Francas au quotidien. Moment important dans le partage du projet, ce week-end sera reconduit en 2026, dans un autre département de la région et évoluera dans son organisation et sa conception, vers un « Agora de Nouvelle-Aquitaine ».



Agora
à Mignaloux-Beauvoir



3

La Conférence Interrégionale "Congrès"

La 5ème conférence interrégionale Nouvelle-Aquitaine Occitanie a été accueillie par les camarades d'Occitanie, à Auch. Au cours de ces deux jours, nous avons pu initier la démarche congrès et permettre à chaque AD de s'approprier les outils d'évaluation ainsi que le kit d'animation des questions vives. Toutes les associations départementales de l'unité régionale Nouvelle-Aquitaine étaient présentes à ce rendez-vous.

Ces conférences existent depuis 6 ans et, au-delà des sujets traités, ce sont de véritables temps d'échanges, de partage d'expérience, d'enrichissement individuel et collectif entre professionnel·les, bénévoles, militant·es de deux régions similaires dans leur configuration géographique. Ces temps sont importants pour la cohésion fédérale (la délégation générale est présente) car ils permettent de faire le pas de côté nécessaire pour comprendre et traduire en actes nos principes de coopération.



5ème conférence en Occitanie

POP^{éduc}

*Comprendre,
inspirer,
transformer.*

les français

ENFANCES & territoires L'ENJEU DES CONVERGENCES ÉDUCATIVES

Pop éduc numéro 2 remplace camaraderie
Plus d'info <https://popeduc.fr/>

#2 - DÉCEMBRE 2025

Etre et faire fédération avec le niveau local



Notre présence dans l'ensemble fédéral

Plusieurs élu-es des ADs de Nouvelle-Aquitaine siègent au Conseil fédéral : Elisabeth Cohen (AD 16), Odile Rapeau (AD 33), Vivianne Loume-Seixo (AD 40), et Pierre Ségura (AD 64) qui assure la présidence de la Fédération Nationale.

La contribution à la vie fédérale se traduit également par la participation à des groupes de travail, à des commissions ou par la conduite de missions spécifiques, tant de la part des administrateurs-trices (Patricia Langoutte pour Graines de Philo, Evelyne Broustaut pour les Universités populaires de l'éducation et Pierre Segura pour la présidence nationale) que des délégués (Christophe Sauvaud et Guillaume Habens), de militants.es bénévoles, des directrices et directeurs des ADs (Stéphane Touraine, Florence Macon, Audrey Andrieu, Philippe Lucante, Virginie Pouilloux), des animateurs ou animatrices des ADs (Aude Pulo, Benoit Gourdet, Magalie Castets, Lisa Raclet, Lorelei Hardy, Emmanuel Fouilloux), des salarié-es de l'Union régionale (Lionel Picard, Claire Nedelec, Quentin Sauvaud et Nathalie Roy)

Cette participation se traduit par une implication importante dans les Groupes Techniques nationaux (Graines de philo, Observatoire des CLÉS, Formations de volontaires, Formations professionnelles, Centre A'ERE, Radio Francas, Université Populaire de l'Éducation, Europe et interculturel, Conditions de vie des enfants, VHSS, Réseaux parcours éducatifs et culturels) ainsi qu'une mobilisation au local pour le développement de ces programmes.

Lors de l'Assemblée Générale du mois de mai, deux militantes de Nouvelle-Aquitaine ont été nommées Déléguées Fédérales à mission non permanente. Patrica Langoutte avec une mission Graines de Philo et Evelyne Broustaut sur une mission Universités Populaire de l'Education. Leur champ d'intervention est national.

Être et faire fédération, c'est nourrir le sentiment d'appartenance à un mouvement d'ampleur au service de l'Éducation. Nous pouvons l'illustrer par la participation de l'ensemble de nos territoires à l'Assemblée générale nationale extraordinaire au mois de novembre à Marseille.

Être et faire fédération c'est également débattre en région des textes de la fédération en vue de la préparation de l'Assemblée Générale Extraordinaire. Cela s'est concrétisé cette année par l'examen de la délibération sur l'économie d'avenir de la Fédération Nationale. Des comités directeurs extraordinaires se sont tenus dans chaque AD afin d'échanger sur celles-ci, ils étaient animés par les délégués fédéraux.

Enfin être et faire fédération, c'est également porter des projets au nom de l'ensemble fédéral. Ainsi l'Union régionale des Francas de Nouvelle-Aquitaine est mandataire du marché public portant sur les formations continues du catalogue Uniformation pour l'ensemble des Unions régionales Francas. L'implication dans les groupes nationaux ou le portage de projets, nous amène à co-construire des actions qui nous fédèrent autour d'une même ambition « Avec les enfants et les jeunes ensemble pour l'Education ».

Une riche coopération avec et entre les AD

Être et faire fédération n'a de sens que si les différents niveaux de notre organisation agissent dans une démarche coopérative et notamment à l'échelle du territoire régional. Cela se traduit par les principes définis dans le PRDC. Nous pouvons évoquer par exemple le poste de chargé de mission dans le département de la Vienne qui a permis une réimplantation des Francas sur ce territoire. Ce qui a permis à l'AD devenir employeuse à part entière de son directeur.

Une autre coopération s'opère concernant la comptabilité et les paies assurées par différentes entités pour d'autres au sein de l'Union régionale (AD 33 pour l'AD 16 - UR pour l'AD 86).

La coopération dans l'Unité régionale se développe également dans la mise en œuvre par le pilotage de projets régionaux tel que la charte d'engagements réciproques culture et éducation populaire. Celle-ci est la déclinaison régionale de la charte nationale signée par la fédération nationale, Florence Macon en est l'animatrice régionale.



**Année internationale
des coopératives**

Les coopératives construisent
un monde meilleur



Produire des activités
diversifiées viables et rentables
pour la fédération et le mouvement

BAFA

BAFD

FOR•PRO

La formation des volontaires



Les sessions de formation réalisées

L'organisation de l'ensemble fédéral des Francas prévoit de confier aux Unions régionales la mise en œuvre des formations aux métiers et fonctions de l'animation. C'est ainsi que l'Union régionale de Nouvelle-Aquitaine organise des actions de formation professionnelle, de la formation professionnelle continue et la formation des animateurs et animatrices, directeurs et directrices volontaires au travers des cursus BAFA et BAFD.

Cette dernière activité est importante pour de notre entité, le volume financier mobilisé représente près de la moitié du chiffre d'affaire total de l'Union régionale. Notre UR compte parmi les plus actives dans l'ensemble fédéral en formant en moyenne 1 200 personnes par an sur un total national autour de 7 000 personnes formées.

La formation des volontaires est aussi un levier incontournable du développement de notre projet et de notre participation à l'action éducative locale. Grâce à cette activité, nos pratiques essaient dans toutes les structures ; les personnes que nous formons agissent en effet dans notre réseau fédératif, mais aussi au-delà des structures adhérentes.

La formation des volontaires nous permet une interlocution régulière avec les services de l'Etat (DRAJES et SDJES), avec la CAF et les autres partenaires financiers, avec les collectivités, avec les associations organisatrices, avec les familles et avec les structures d'accueil qui maillent le territoire.

L'équipe régionale

Au sein de l'équipe de l'Union régionale, chaque salarié.e est impliqué.e d'une manière ou d'une autre dans la formation des volontaires.

Quentin Sauvaud a assuré la coordination pédagogique, logistique et matérielle des sessions. Myriam Bajolle s'occupe des aspects comptables. La formation des volontaires n'est pas le sujet principal de Nathalie Roy, mais elle assure une part de la communication écrite et orale, prend le temps de renseigner et d'orienter les demandeurs et demandeuses. Chaque formateur et chaque formatrice de la formation professionnelle assure au moins une mission d'encadrement par an. Enfin, un partenariat avec l'AD33 nous permet de proposer quelques heures complémentaires par mois à Marion Besson (animatrice à l'AD33 et formatrice bénévole) pour s'occuper de la constitution et du renouvellement des malles de stage.





La formation des volontaires

Les sessions de formation réalisées

Les stages

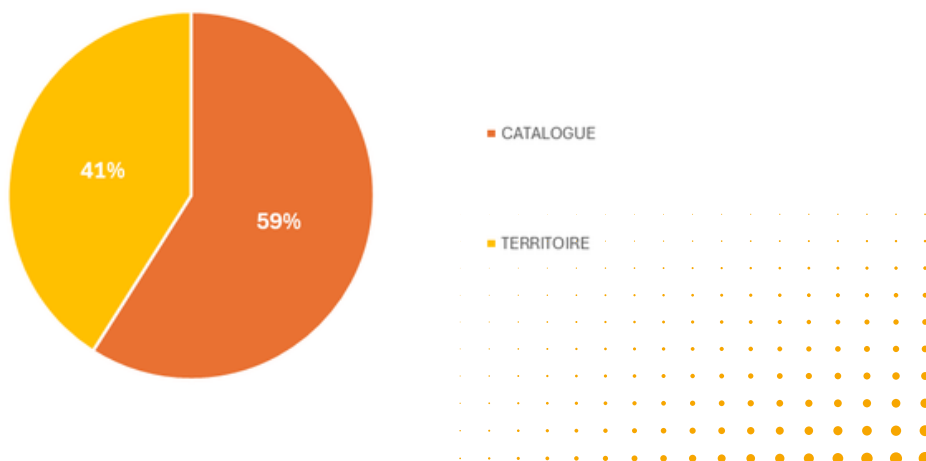
	HIVER	PRINTEMPS	ÉTÉ	AUTOMNE	TOTAL
FGA CATALOGUE	5	6	3	5	19
FGA TERRITOIRE	5	4	5	1	15
APPRO CATALOGUE	4	5	2	4	15
APPRO TERRITOIRE	2	3	1	5	11
QUALIF	0	0	0	0	0
FGD	0	0	1	1	2
PERF	0	0	1	1	2
TOTAL	16	18	13	17	64

En 2025, 64 stages ont été réalisés. 34 FGA (53%), 26 approfondissements (41%) et deux cursus BAFD (2 FGD et 2 perfectionnements).

Les chiffres sont en légère augmentation par rapport à 2024 (33 FGA, 22 approfondissements, 1 qualification, 2 cursus BAFD).

Mais il est à noter une augmentation sensible de la part des stages territoire dans l'offre 2025. En effet, en 2024, les stages territoires représentaient 32% de l'offre, en 2025 elle atteint 41%.

Répartition catalogue / territoire



La formation des volontaires

Les stages

Ces chiffres viennent appuyer ce qui est constaté dans les départements. La convention d'objectifs de la CAF incite à former les animateurs et animatrices au local en appuyant cette démarche par d'importants financements. Les EPCI ont majoritairement pris la main sur la compétence enfance et jeunesse et cherchent à former au local pour assurer leurs obligations réglementaires en termes de qualification de leurs équipes d'encadrement. Nous constatons aussi un désir croissant des stagiaires de suivre leur cursus BAFA au plus près de chez eux et elles, le moins possible en internat.

Ces réalités viennent percuter notre organisation et ses fondements. Pour les Francas, la formation BAFA est beaucoup plus qu'une simple qualification. Il s'agit de promouvoir l'engagement, de s'exercer au vivre-ensemble, de rencontrer les autres dans le cadre d'une vie quotidienne pensée et organisée au regard des valeurs que nous défendons. Ainsi, la formation au BAFA doit inviter les stagiaires à être mobiles, à découvrir la différence et à en faire un atout, à apprendre à faire ensemble et comprendre la force qui naît de la coopération ; mais aussi à se confronter aux réalités de la vie collective et de s'exercer à trouver des solutions démocratiques aux problématiques identifiées.

Les sessions organisées dans les territoires freinent parfois ces ambitions : groupes de stagiaires issus du même bassin de vie, pas ou peu de vie quotidienne, retour des stagiaires à leur domicile chaque jour, etc.

Nos équipes réinventent donc leurs pratiques pour que nos ambitions puissent être atteintes malgré cette évolution inexorable constatée. Différentes expérimentations très positives sont faites par les équipes des associations départementales.

Il reste quelques pistes d'amélioration à explorer pour permettre à ces équipes locales de continuer à œuvrer au regard de l'habilitation nationale, pour continuer à croiser les regards et pratiques de niveau régional. Dire lesquelles



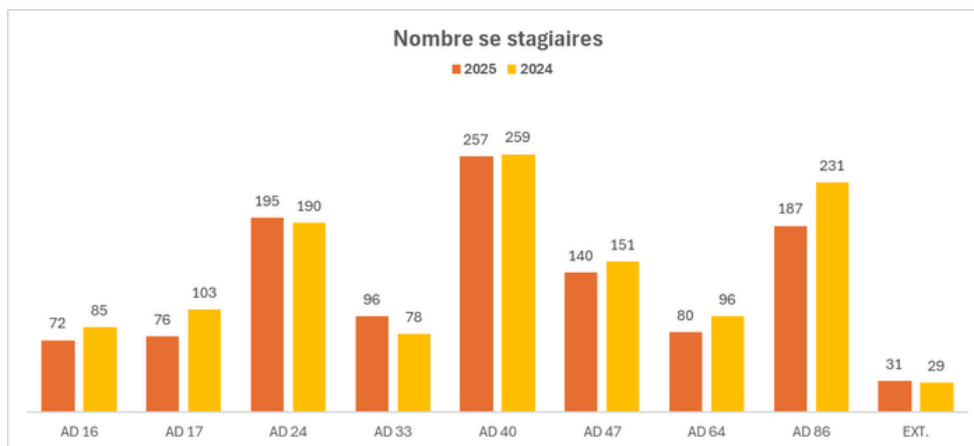
FGA-APPRO à Ciboure en avril 2025





La formation des volontaires

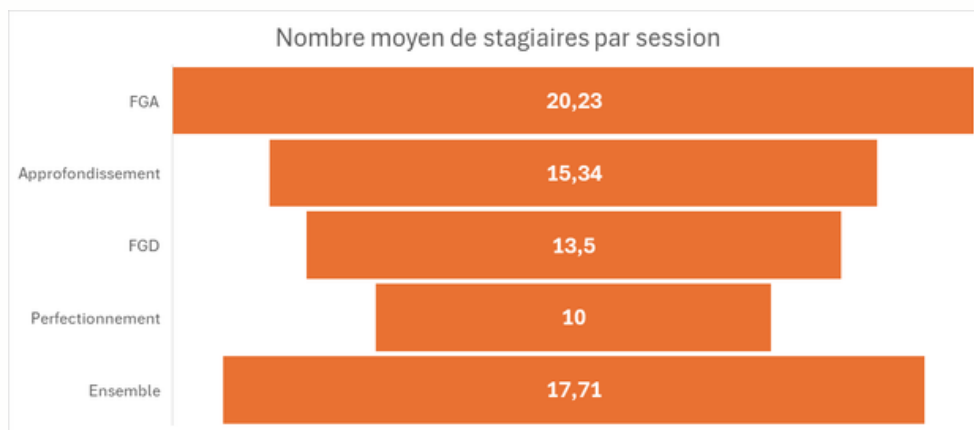
Les stagiaires



En 2025, nous avons accueilli 1134 stagiaires.

Nous en avons reçu 1222 en 2024. Nous connaissons donc une baisse de 7,5% du nombre de stagiaires. La problématique est renforcée par le nombre de stages plus important en 2025. Plus de stages et moins de stagiaires, la difficulté à équilibrer le modèle économique est accentuée.

Nombre moyen de stagiaires



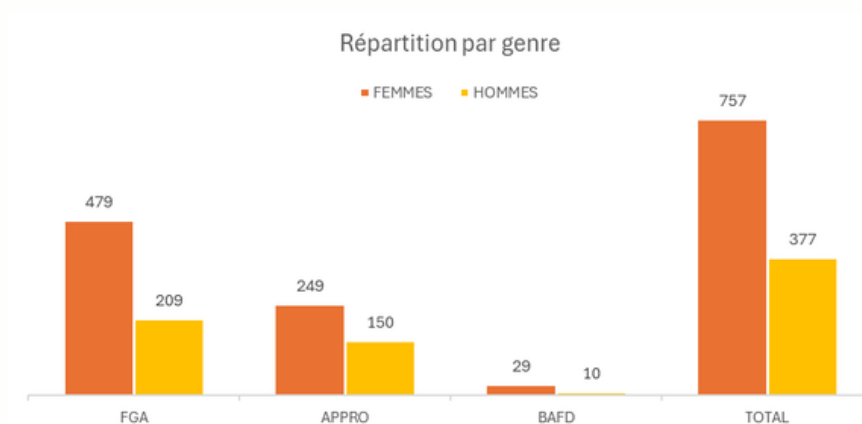
La plupart de nos sessions ouvrent pour 20 places. Lorsque la demande est forte, nous augmentons la capacité d'accueil en mobilisant une personne de plus dans l'équipe de formation.

En 2024, cette situation est arrivée plus souvent, nous arrivions à une moyenne générale de fréquentation à 20 stagiaires.

Ces chiffres viennent appuyer ce qui a été mentionné précédemment concernant l'équilibre du modèle économique.

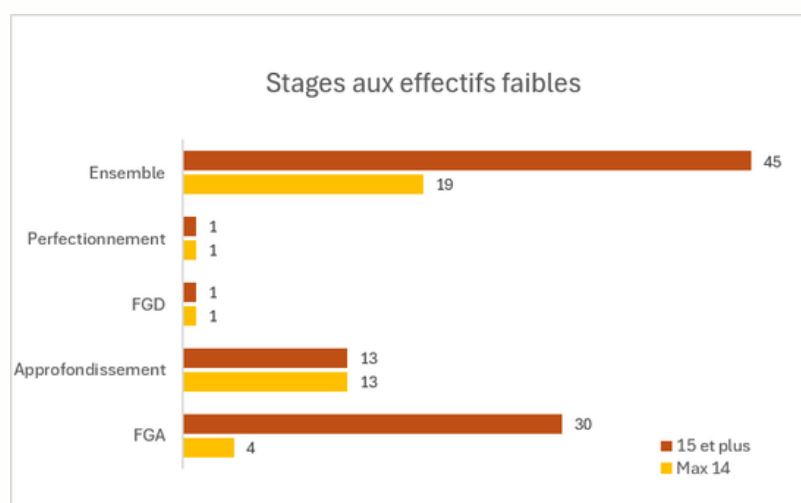
La formation des volontaires

Répartition des stagiaires par genre



Les femmes représentent 67% des effectifs de stage. Cette proportion correspond à ce qui peut être observé de niveau national.

Taux d'occupation

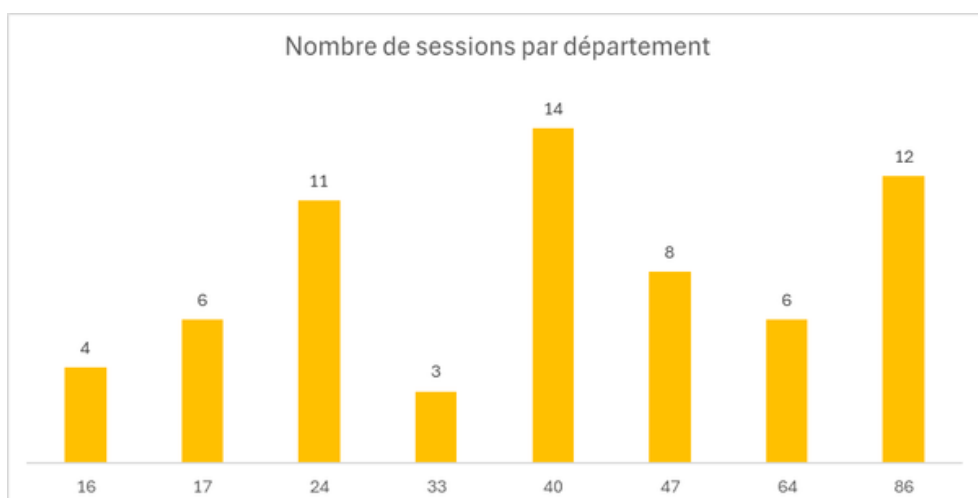
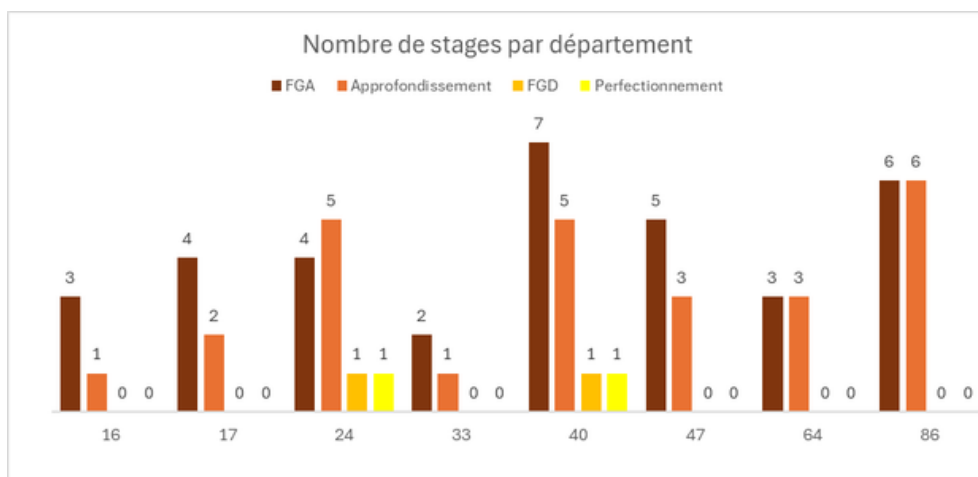


En deçà de 15 participants et participantes les sessions n'atteignent pas l'équilibre financier. Il s'agit d'un enjeu majeur pour l'avenir de notre organisation. Nous constatons que l'effectif des sessions FGA atteint fréquemment 15 stagiaires, alors que les sessions d'approfondissements et les sessions BAFD n'atteignent pas toujours cet effectif. Nous aurons à interroger l'organisation afin d'atteindre les effectifs visés, notamment pour les sessions d'approfondissement.



La formation des volontaires

Répartition géographique



Le nombre de sessions est très lié aux stratégies départementales. La programmation « catalogue » est co-construite avec les responsables permanents territoriaux (RPT) qui sont décisionnaires même si nous pensons aussi à l'équilibre géographique et temporel de l'offre. Ainsi, chaque AD en fonction de sa stratégie et des réalités de son territoire, décide de développer plus ou moins la formation des volontaires. La répartition de l'offre en région est assez stable d'année en année. Le département des Landes demeure le pôle de formation au BAFA et BAFD le plus important de la région Nouvelle-Aquitaine. Il convient toutefois de noter la progression importante de l'offre dans la Vienne et, dans une moindre mesure, en Dordogne.



La formation des volontaires

Les encadrant·es

En novembre 2024, la délibération entérinée par l'ensemble fédéral concernant l'encadrement des stages de formation a été déclinée en Nouvelle-Aquitaine.

Il s'agissait principalement de permettre d'établir des contrats (CEE) aux formateurs et formatrices. Cette délibération a conduit à une autre nouveauté : tous les salarié·es ayant une mission d'animation du Mouvement devront encadrer chaque année l'équivalent d'une session du programme régional, sans pouvoir prétendre à une compensation financière. L'animation du Mouvement se traduit fortement dans la formation des volontaires. L'encadrement de stages est au service de la connaissance des réalités des métiers pour les salarié·es des AD.

Les salarié·es

SALARIÉ·ES AYANT ENCADRE DANS LE CADRE DE LA MISSION ANNUELLE									
	AD 16	AD 17	AD 24	AD 33	AD 40	AD 47	AD 64	AD 86	UR
Salarié·es ayant encadré	Audrey Andrieu	Ophélie Bernard	Aude Pulo	Emmanuel Fouilloux	Marjorie Busquet	Ludovic Gouyou	Alexandre Luis		Guillaume Habens
	Valentin Lavault	Edouard Bimont	Matthieu Labrousse	Carine Ariet	Magalie Castet	Mathias Garcia	Florence Macon		Christophe Sauvaud
					Magalie Castet	Clémence Negre	Jérôme Viandon		Quentin Sauvaud
					Sébastien Saubadu	Julie Tropamer			Guillaume Habens
					Benoît Gourdet				Quentin Sauvaud
									Claire Fayard Guillaume Habens
Missions prévues	3	3	3	4	4	4	3	2	6
Réalisées	2	2	2	2	5	4	3	0	7
Solde	-1	-1	-1	-2	1	0	0	-2	1

Nous pouvons constater ici que 7 missions n'ont pas été assurées en 2025 comme elles auraient dû l'être par les salarié·es des AD.

Les bénévoles

BENEVOLES AYANT ENCADRE PAR CAMPAGNE + AD DE MILITANCE											
Hiver			Printemps			Eté			Automne		
Océane	Orenga	40	Mathias	Garcia	47	Cathie	Bisbau	40/64	Romain	Gaube	33
Lucie	Dubosc	33/40	Nala	Ouchait	47	Damien	Garces	64	Jérémy	Pradines	40
Cathie	Bisbau	40/64	Imanol	Ituria	64	Evelyne	Broustaut	40	Serge	Cladères	40
Xan	Delencre	17	Odile	Jouneau	33						
Marion	Besson	33	Zoé	Chauvin	16						
Latifa	tabbiza	33	Alaïs	Garreau	24						
			Cathie	Bisbau	40/64						
			Romain	Gaube	33						
			Magdalena	Liabot	24						
			Génèse	Kongo	33						
			Jennifer	Kongo	33						
			Marion	Besson	33						
TOTAUX	AD 16	AD 17	AD 24	AD 33	AD 40	AD 47	AD 64	AD 86	TOTAL		
	1	1	2	8	5	2	5	0	24		

1

La formation des volontaires

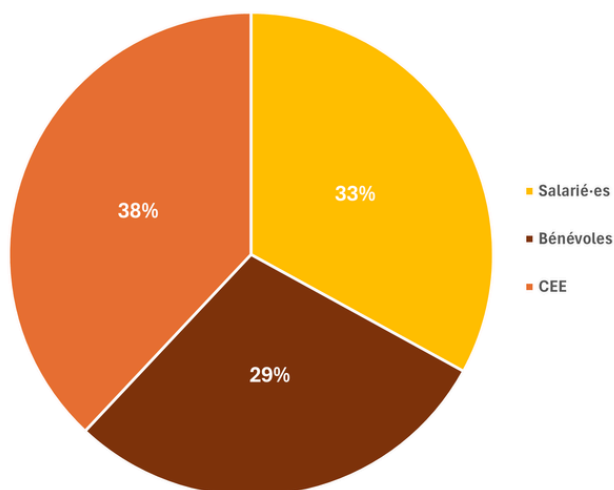
Les CEE

CEE AYANT ENCADRE PAR CAMPAGNE + AD DE MILITANCE											
Hiver			Printemps			Eté			Automne		
Méline	Ducos	64	Clémentine	Galvan	47	Océane	Orenga	40	Mathilde	Ricard	33/40
Rachid	Bounceur	64	Rachid	Bounceur	64	Julien	Bouzigon	40	Thomas	Etienne	33/40
Charlotte	Gaube	40	Alexis	Blanc	17	Rachid	Bounceur	64	Cindy	Moreau	40
Cindy	Moreau	40	Mathilde	Ricard	33/40	Imanol	Ituria	64	Nala	Ouchait	47
Serge	Cladères	40	Lexanne	Fourny	40	Romane	Perfetto	24	Julien	Bouzigon	40
Elisa	Naharberrouet	33				Laurie	Loustau	40	Cathie	Bisbau	40/64
Romain	Vignes	64				Laurie	Loustau	40	Françoise	Thibaut	64
						Julien	Deiss	64	Méline	Ducos	64
									Rachid	Bounceur	64
									Romain	Vignes	64
									Charlotte	Gaube	40
									Clémentine	Galvan	47

Totaux	AD 16	AD 17	AD 24	AD 33	AD 40	AD 47	AD 64	AD 86	TOTAL
	0	1	1	1	14	3	12	0	32

Répartition des encadrements par statut

Répartition des encadrants par statut



La formation des volontaires

Récapitulatif général

	Salarié.es	Bénévoles	CEE	Total encadrement	Pourcentage d'encadrement	Nb stagiaires catalogue	Part des stagiaires
AD 16	2	1	0	3	3,57	71	9,75
AD 17	2	1	1	4	4,76	70	9,70
AD 24	2	2	1	5	5,95	101	13,99
AD 33	2	8	1	11	13,10	24	3,32
AD 40	5	5	14	24	28,57	208	28,81
AD 47	4	2	3	9	10,71	149	20,64
AD 64	3	5	12	20	23,81	77	10,66
AD 86	0	0	0	0	0,00	1	0,14
UR	8	0	0	8	9,52	27	3,74
TOTAL	28	24	32	84		728,00	

Ce tableau détaillé nous permet révéler la part du recours au CEE par nos équipes d'encadrement.

Par ailleurs, nous pouvons ici comparer, par département, le nombre de stagiaires inscrit-es dans les sessions du programme régional avec le nombre d'encadrement assurés par les salarié-es et militant-es des ADs. Ces pourcentages sont disproportionnés dans la moitié des cas. Aussi, nous devons collectivement nous intéresser à la question de la mobilisation de nouveaux formateurs et nouvelles formatrices.

Nous pouvons formuler deux constats à la lecture de ces tableaux :

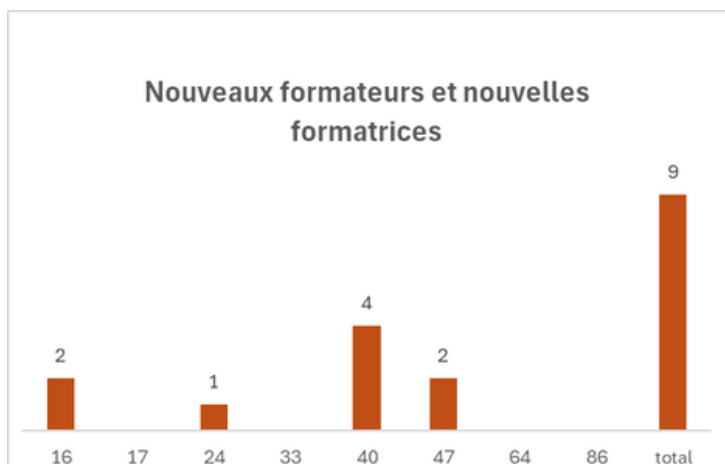
- Le nombre d'encadrants par département n'est pas forcément proportionnel au nombre de stages organisés sur le territoire. Cela signifie bien que nos équipes sont encore des équipes d'envergure régionale.
- Le nombre de CEE a clairement augmenté tout au long de l'année 2025 quand le nombre de bénévoles a baissé sur la même période. Nous devons faire évoluer notre modèle économique au regard de cette nouveauté.



1

La formation des volontaires

Nouveaux formateurs et nouvelles formatrices 2025



Nombre de personnes formées aux fonctions de formateur ou de formatrice et département d'ancrage militant.

Un enjeu important pour l'organisation : étoffer et renouveler les équipes de formation.

En 2025, 9 personnes ont suivi la formation. Le coordinateur de la formation des volontaires a impulsé une dynamique pour renforcer la qualité de la formation en proposant un cursus en trois étapes qui inclut une formation initiale, une mise en situation dans le cadre d'une réelle session et un « perfectionnement » qui vient compléter les découvertes théoriques et pratiques. Cette démarche porte ses fruits en termes de qualité de formation. Elle demande néanmoins un suivi très individualisé des parcours de formation de la part du coordinateur.

Formation et regroupement des responsables de session (RS)

La fonction de RS nécessite des connaissances et savoir-faire spécifiques. Mais il est difficile de constituer des groupes de formation visant seulement les RS compte tenu de leur nombre. En 2025, les coordinateurs de la formation des volontaires d'Occitanie et de Nouvelle-Aquitaine ont souhaité organiser un temps fort commun, dédié aux RS. Il s'est déroulé les 27 et 28 septembre, au Temple-sur-Lot, dans le Lot-et-Garonne. 14 participants et participantes d'Occitanie et 12 de Nouvelle-Aquitaine se sont retrouvés pour deux jours de rencontre, d'apports, d'information et de débats. Les échanges ont été riches en termes professionnels et humains. Ils ont permis de redéfinir collectivement la place et le rôle des RS, de rappeler les fondamentaux de l'habilitation nationale et des démarches Francas.



La formation des volontaires

Regroupement des formateurs et formatrices

Nous proposons plusieurs temps de regroupement des équipes de formation chaque année. Ces temps forts de l'action de formation des volontaires permettent beaucoup de choses. Tout d'abord, nous en profitons à chaque fois pour informer nos formateurs et formatrices, parfois éloignés de la vie fédérale, des actualités de la région et de l'ensemble fédéral (grandes décisions, projets en cours...).

Ces temps-là donnent l'occasion à tous les formateurs et formatrices de se rencontrer, parfois pour la première fois. Cela permet de développer le sentiment d'appartenance au Mouvement et d'étendre son réseau. Ces regroupements permettent aussi à chaque fois de s'attaquer collectivement à un sujet pour co-construire un module de formation, une situation pédagogique qui viendra enrichir notre offre.

Ces regroupements servent aussi à harmoniser les pratiques des équipes : on se raconte comment on aborde tel sujet, à quel moment on le place dans la grille de stage... Cela permet d'avoir une offre équivalente sur chaque stage mais surtout de garantir à nos stagiaires des organisations et contenus choisis, réfléchis et actualisés. Ces regroupements nous permettent aussi de penser collectivement les problèmes rencontrés pendant les stages et se fixer des lignes de conduites collectives : accueil de stagiaires immatures, consommation d'alcool et de cigarettes, relation aux familles, sorties autorisées ou pas, liberté d'expression dans les stages... sont autant de sujet sur lesquels nous croisons nos regards et essayons d'apporter des réponses collectives. Enfin, ces regroupements servent aussi à vivre des temps conviviaux, chers à notre Mouvement. Partager un temps ludique et/ou festif, discuter, échanger, écouter, rire ; il s'agit de temps forts en termes de relations interpersonnelles.

En 2025, trois regroupements ont été organisés :

- 22 et 23 mars à Bordeaux
- 7 et 8 juin à Sabres
- 22 et 23 novembre à Montrem

26 personnes différentes ont participé à ces rencontres, dont 8 présentes à deux rendez-vous. En moyenne 11 personnes par regroupement étaient présentes. Il est à noter qu'en 2025, seules deux salariés d'AD ont participé aux regroupements, sur la trentaine de salarié.es concerné.es dans l'ensemble régional. Ces regroupements sont programmés sur des week-ends et c'est souvent compliqué pour les équipes salariées déjà très sollicitées. Néanmoins, la participation à ces regroupements est obligatoire. Notre habilitation et la réglementation du ministère de tutelle imposent la formation continue des équipes au moins tous les deux ans.

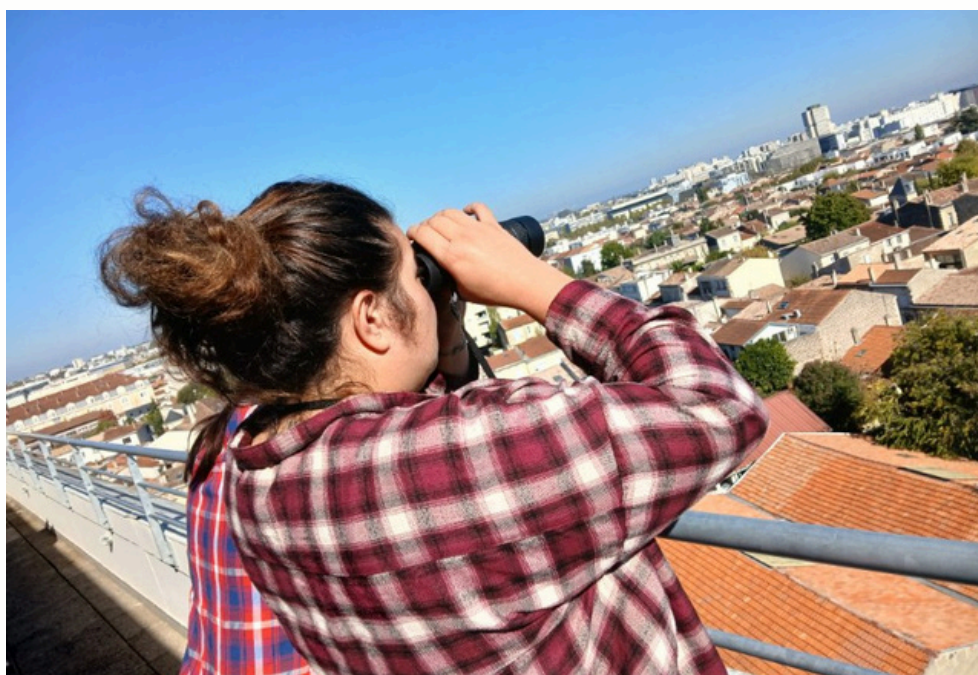
Par ailleurs, l'effectif global de 26 participant-es différent-es n'est pas encore concordant avec les 70 personnes différentes qui ont encadré tout au long de l'année.

Nous allons donc penser les rencontres à venir au regard de ces constats pour faire une offre plus proche des besoins et possibilités des équipes.





FOR•PRO



Stagiaire BPJEPS à Bordeaux



La formation professionnelle

Des résultats en phase avec les orientations du PRDC

La réforme des diplômes JEPS

L'année 2025 a été marquée par la mise en œuvre de la réforme des diplômes Jeunesse Education Populaire et Sports qui a mis en difficulté l'ensemble des organismes de formation en raison du très long traitement des dossiers d'habilitation par les services d'état.

Cette réforme trouve son origine dans La loi du 5 septembre 2018 « Pour la liberté de choisir son avenir professionnel » qui exige de réformer la formation professionnelle par la création de « blocs de compétences » davantage en lien avec l'exercice de métiers que les « unités capitalisables ».

Ainsi, l'ensemble des mentions en lien avec le BPJEPS disparaissent pour laisser place à 3 BPJEPS :

- BPJEPS Animation Socio-Éducative et culturelle pour le secteur de l'animation
- BPJEPS Mutlti-Activités Physiques ou Sportive pour le secteur du sport
- BPJEPS Équitation pour les métiers autour des équidés.

L'organisation de la formation s'articule autour de 4 blocs de compétences dont un (le bloc 4) consacré au « Vivre ensemble ». Dans ce bloc, nous retrouvons tout ce qui relève de l'acquisition de compétences psycho-sociales, violences sexistes et sexuelles, harcèlement...

Il est à noter que la fonction de direction a disparu des contenus du BPJEPS ASEC et que le temps de formation minimal passe de 600 h à 540 h.

Le CPJEPS est passé de 4 unités capitalisables à 3 blocs de compétences pour une durée minimale de 400 heures comme auparavant.

Le DEJEPS est à présent constitué de 4 blocs de compétences correspondant au 4 unités capitalisables existantes auparavant.

Les travaux d'opérationnalisation de ces diplômes ont eu lieu au début de l'année 2025 avec l'élaboration des dossiers d'habilitation auprès des services d'Etat, des réunions d'information (à distance) vers les organisateurs et les prescripteurs. Le traitement des dossiers par la DRAJES, ne nous a pas permis d'ouvrir de formation JEPS au cours du premier semestre 2025. Nous avons été en difficulté pour les ouvertures au mois de septembre 2025 du fait que tous les organismes de formation ont fait des propositions de BPJEPS au cours du dernier trimestre 2025 (30 BPJEPS ouverts entre septembre et novembre 2025), de plus de nouveaux organismes de formation font leur apparition dans la région ce qui accroît énormément la concurrence.



2

La formation professionnelle

Les diplômes préparés



Le CPJEPS AAVQ (Certificat Professionnel de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport mention animateur d'Activités de Vie Quotidienne) est un diplôme de niveau 3 qui prépare aux fonctions d'animateur·trice d'activités et de vie quotidienne. Il professionnalise les pratiques des animateurs et des animatrices dans les accueils collectifs de mineurs (ACM). Les titulaires d'un CPJEPS AAVQ seront en capacité de mettre en œuvre des programmes et des organisations qui répondent aux besoins sociaux, affectifs et éducatifs des enfants.

Le BPJEPS ASEC (Brevet Professionnel de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport mention animateur Socio-Educatif et Culturel) est un diplôme de niveau 4 qui prépare aux fonctions d'animateur·trice professionnel·le. Les titulaires d'un BPJEPS ASEC seront en capacité de mettre en œuvre le projet éducatif d'un organisateur, de le traduire en projets pédagogiques et d'animer des équipes.



Le DEJEPS coordonnateur de projet (Diplôme d'Etat de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et du Sport) est un diplôme de niveau 5. Il a vocation à former des coordonnateurs et coordonnatrices de secteur. Il prépare les candidats aux dialogues institutionnels et politiques, à la gestion des ressources humaines et budgétaire. Les titulaires sont en capacité de coordonner des projets de développement de structures et de territoire.

Le CCDACM (Certificat Complémentaire de Directeur d'Accueil Collectif de Mineurs) est ouvert au titulaire de BPJEPS, DEJEPS, DESJEPS et permet de diriger un ACM. Les candidat·es accueilli·es sont majoritairement des personnes titulaires de BPJEPS. Nous proposons cette formation en complément du BPJEPS ASEC ce qui constitue une valeur ajoutée parcours de chaque stagiaire. La réforme des diplômes nous amène à le considérer comme un diplôme à part entière (même organisation administrative que les BPJEPS). Nous avons été dans l'obligation de réduire le nombre d'heures de formation (105h au lieu de 140h) en raison de la baisse des prises en charge des OPCO.



La formation professionnelle

Les formations professionnelles diplômantes en 2025

Les actions des formations professionnelles sont implantées sur l'ensemble de la région.

- Charente : 1 BPJEPS LTP
- Charente-Maritime : 2 CPJEPS AAVQ et 2 BPJEPS LTP 1 BPJEPS ASEC
- Gironde : 1 BPJEPS LTP, 1 BPJEPS ASEC
- Landes : 1 BPJEPS LTP et 1 BPJEPS EDD
- Lot-et-Garonne : 2 CPJEPS AAVQ
- Pyrénées-Atlantiques : 1 BPJEPS LTP et 1 BPJEPS ASEC

Afin d'anticiper la mise en œuvre de la réforme des diplômes JEPS nous avons proposé à l'ouverture, 7 formations au cours du dernier trimestre 2024, ce qui nous permis de maintenir un niveau significatif de formations au cours de l'année 2025.

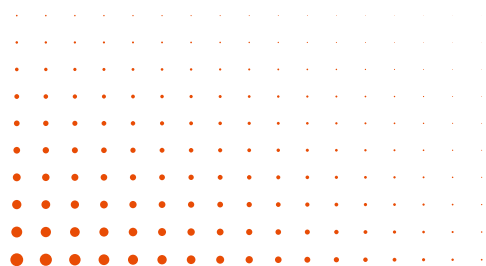
Dans le cadre du programme de formation 2025, nous avons proposé des ouvertures de cycles de formation professionnelle dans les Deux-Sèvres afin de répondre aux besoins repérés. Nous n'avons pas pu l'ouvrir en raison de freins de la part de la SDJES 79. Pour ancrer ce projet, nous avons dû retisser le lien de confiance avec les services déconcentrés de l'état de ce département et aller à la rencontre des structures organisatrice du sud Deux-Sèvres. Ce travail de fond, effectué par Céline Thébaud, accompagnée par le délégué fédéral en charge de la formation professionnelle, va permettre l'ouverture d'une formation à Niort à compter de septembre 2026. Les Francas visent le redéploiement de l'activité dans ce département.



Première promotion
BPJEPS ASEC
La Rochelle



Première promotion CPJEPS AAVQ
Rocheft



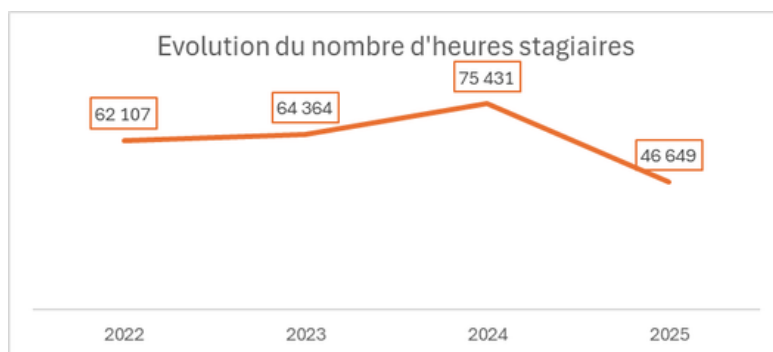
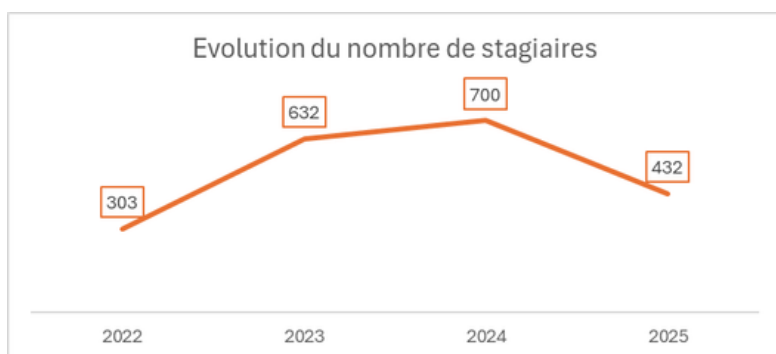
La formation professionnelle

L'évolution du secteur formation professionnelle

Les effectifs

Nous pouvons observer que le nombre de stagiaires en formation professionnelle est en forte baisse en 2025. Cela s'explique par la mise en œuvre de la réforme des diplômes JEPS expliquée ci-dessus. Cela représente une baisse de 62,04 % du nombre de stagiaires en comparaison de 2024.

Le nombre de stagiaires accueilli-es en formation continue est égal à celui de 2024. Il se décompose en 111 stagiaires issus de formations organisées par les AD et 101 stagiaires accueillis dans le cadre du marché public que nous portons pour l'ensemble fédéral. Cela nous conforte dans le fait que la formation professionnelle continue doit être davantage investie car elle constitue un levier de développement du secteur formation professionnelle, mais également un léger amortisseur en cas de difficulté sur la formation professionnelle diplômante.



La formation professionnelle

L'encadrement de nos formations

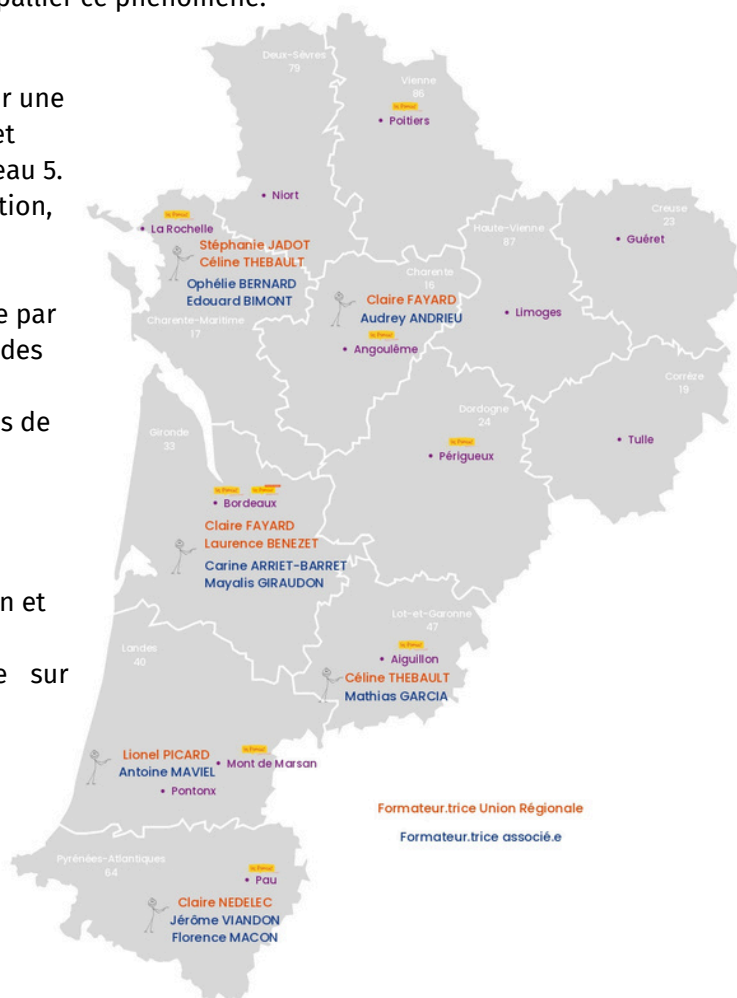
L'une des forces des Francas de Nouvelle-Aquitaine en matière de formation professionnelle est la territorialisation des cycles de formation, c'est-à-dire l'ancrage de nos propositions au plus près des bassins de vie des stagiaires. S'il s'agit d'une force, cette stratégie comporte néanmoins le risque d'isolement des formateurs et formatrices affecté-es à un territoire. Une animation d'équipe régulière et collaborative est donc nécessaire pour pallier ce phénomène.

L'animation des formations est assurée par une équipe de 9 formateurs-trices détenteurs et détentrices à minima d'un diplôme de niveau 5. Ils et elles assurent l'organisation, l'animation, le suivi des stagiaires, la coordination de l'équipe pédagogique de chaque cycle.

L'équipe de formateur-trices est complétée par des formateur-trices associé-es (salarié-es des ADs), tel que défini dans nos principes de coopération qui font l'objet de conventions de missions entre l'Union régionale et l'Association départementale concernée.

Afin de trouver un point d'équilibre économique chaque formateur-trice doit animer l'équivalent d'un cycle de formation et demi par année.

L'intervention de l'équipe est répartie sur l'ensemble de la région.



Nous avons fait évoluer le CDD de Céline Thébaud en CDI en fin d'année 2025, avec deux missions : l'une sur l'encadrement de formation en Charente-Maritime, l'autre axée sur le développement d'un réseau et de recueil de besoins dans les Deux-Sèvres, avec pour objectif d'implanter un BPJEPS dans le sud du département, au cours du deuxième semestre 2026.

Au cours de l'année 2025, nous avons procédé à une rupture conventionnelle avec Laurence Bénézet.

Nous pouvons affirmer que l'équipe est composée de personnes engagées, soucieuses de porter et développer le projet des Francas sur leur territoire d'intervention.



La formation professionnelle

L'administration et l'animation des formations professionnelles

Administration

L'administration des formations est de plus en plus conséquente. Il convient en effet de répondre aux exigences posées par la DRAJES, par le Conseil régional (dans le cadre des marchés publics) et de respecter le cadre de la certification Qualiopi ; certification qui a été audité en 2025.

Cette fonction est assurée par l'attachée de direction, Nathalie ROY, qui est en charge du lien quotidien avec les formateurs et les formatrices, de la relation administrative avec les partenaires (DRAJES, CFA, Conseil Régional...), du suivi administratif de tous les contrats d'alternance et d'une partie du lien aux structures d'alternance. Elle est également chargée de la communication interne et externe. Par ailleurs, elle est la référente handicap au sein de l'Union Régionale et la correspondante privilégiée du CFA SANA.

Son poste est central pour le secteur de la formation professionnelle car sa mission lui permet de connaître tous les acteurs et actrices du secteur.

Myriam BAJOLLE, comptable de l'Union régionale, occupe elle aussi un rôle important. Elle prend en charge tous les aspects liés à la facturation de la formation professionnelle.

Animation des formations

Elle est assurée par l'équipe pédagogique à travers des méthodes participatives favorisant la prise d'initiatives, l'expérimentation et la découverte de la part des apprenant-es. Pour cela, les membres de l'équipe permanente, de même que les formateurs-trices associé-es, recherchent l'implication des apprenant-es dans des projets territoriaux. Ainsi, nous pouvons citer la participation des stagiaires à la restitution du collectif « Educ Pop Num » à Mont-de-Marsan, aux différentes journées d'étude en Gironde, à l'élaboration d'animations départementales telles les rencontres d'ORNI en Gironde ou dans le Lot-et-Garonne. Cela se traduit également par des rencontres avec les directeur-trices de programmes de la Fédération Nationale afin de s'approprier le label « Centre de Loisirs Educatif » ou des temps d'échanges formatifs organisés par la DRAJES N-A. L'appropriation des contenus de formation passent également par des visites de structures adhérentes aux Francas, afin d'étudier les différents fonctionnements et découvrir des projets inspirants. Enfin, lorsque les conditions sont réunies, les stagiaires sont formé-es aux pratiques éducatives Francas (Graines de Philo, Petite Ourse, Micro Fusées, Radio, Centre A'ERE).

Dans le but d'être et faire mouvement, il est proposé à des stagiaires, après échange et présentation de la fonction, d'intégrer l'équipe régionale de formateurs volontaires.

En 2025, un projet de mobilité européenne a été organisé avec le BPJEPS de Pontonx (40). Le séjour qui s'est déroulé en Grèce n'a pu bénéficier du financement du fonds de Erasmus + en raison d'un non dépôt du dossier d'accréditation par la Fédération Nationale.

Par la mise en pratique de la méthodologie de projet (contenu de formation) les stagiaires ont élaboré le projet de l'idée jusqu'au vécu et l'évaluation.

Cette dynamique d'animation marque la spécificité des formations Francas et nécessite un investissement très important de l'équipe pour garantir une formation de qualité aux futures professionnel-les de l'animation.

La formation professionnelle

L'administration et l'animation des formations professionnelles

Animation de l'équipe

Le choix d'un déploiement territorial de la formation professionnelle nécessite une animation de l'équipe régulière et dynamique afin de maintenir une cohérence dans nos intentions formatives, mais également éviter un sentiment d'isolement professionnel. Pour cela, en 2025, nous avons animé deux espaces de rencontres :

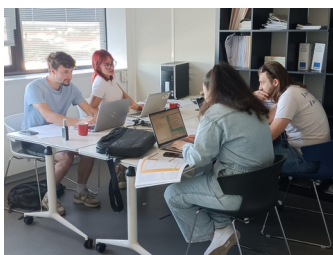
- un temps de réunion à distance, deux fois par mois, dont l'objet est de réguler les problématiques quotidiennes tout en libérant la parole sur les difficultés organisationnelles. Ces réunions de 2h permettent de désamorcer des situations de crise ou de dissiper des mal-entendus qui peuvent engendrer de l'agacement, comme nous avons pu le vivre auparavant.
- un temps de séminaire de deux jours à chaque période de congés scolaires, avec pour objectif de travail l'amélioration continue de nos formations. Au cours de ces deux jours, nous travaillons à la production de contenus, mais également sur des cadres de fonctionnement du secteur.

Cette animation revêt un caractère primordial dans la dynamique régionale décrite dans le Projet régional de développement et de coopération. La participation active de l'équipe développe le sentiment d'appartenance au Mouvement et renforce le sens de l'action individuelle et collective.

Les locaux

Pour mener nos formations, dans la majorité des cas, nous louons des salles de formation. Seules les formations dispensées à Bordeaux ont lieu dans nos locaux. Les locaux de l'Union régionale sont particulièrement adaptés à l'organisation de sessions de formation professionnelle (dimension des espaces, connexions numériques, matériels adaptés, facilité d'accès par les transports collectifs...).

Tout est réuni pour accueillir les stagiaires dans de bonnes conditions. Concernant les formations externalisées, nous nous efforçons d'occuper des locaux adéquats en nous appuyant sur un précieux réseau de partenaires que nous remercions (à Pau : le Collège innovant Pierre Emmanuel – à Angoulême : le siège de l'AD et des structures partenaires – en Lot-et-Garonne : le siège des Francas à Aiguillon – en Charente-Maritime : l'Auberge de jeunesse de La Rochelle, le Centre nautique de Rochefort). Cependant, nous constatons que ces structures doivent assumer des charges de fonctionnement de plus en plus importantes et par conséquent les prix de location sont en augmentation constante (+ 6% en moyenne en 2025).



Locaux de Bordeaux



Centre de formation à Bordeaux

Collège Pierre Emmanuel à
Pau



Auberge de jeunesse à La
Rochelle

Centre nautique à Rochefort



La formation professionnelle continue

La formation professionnelle continue s'adresse aux directeurs-trices, animateurs-trices, membres de équipes des organisateurs locaux. Sa mise en œuvre est déléguée aux associations départementales par conventionnement, en réponse aux besoins recensés et analysés par les ADs ou par l'UR dans les départements non couverts. Au cours de l'année 2025, plusieurs ADs ont proposé une offre de formation et mis en œuvre des actions en direction des organisateurs locaux. Ces actions renforcent le développement du projet Francas sur chaque territoire et favorisent l'ancrage des propositions des ADs au niveau local. Nous pouvons citer :

- des formations sur la thématique « Graines de Philo », dans le Lot-et-Garonne et en Charente ;
- l'accompagnement des acteurs des acteurs éducatifs en Charente ;
- la formation sur la réglementation des ACM dans le Lot-et-Garonne et en Gironde ;
- la formation d'agents « anti préjugé » à la suite de l'Université Populaire de l'Education dans les Pyrénées-Atlantiques ;
- la participation des publics au projet et Animer en ACM dans la Vienne ;
- la formation Radio en Charente.

Cette liste, qui n'est pas exhaustive, démontre que la formation professionnelle continue est au service de la qualité éducative territoriale.

L'Union régionale porte, au nom de l'ensemble fédéral, le marché de formation continue ouvert par Uniformation. Ces propositions de formation se déroulent sur l'ensemble du territoire national. Nous en assurons la coordination administrative et pédagogique. Cela s'est traduit par l'élaboration d'une ressource accessible à l'ensemble des niveaux des Francas. Dans ce cadre, nous avons accueilli 101 stagiaires pour 2 170 h. Un certain nombre de formations ont dû être annulées faute d'un nombre suffisant de candidats.

La marge de développement de la formation continue professionnelle est importante et elle contribue à l'amélioration de la qualité éducative dans les ACM.



4

L'accompagnement de la validation des Acquis de l'expérience, une compétence à déployer

Une démarche conjointe entre l'UR et les ADs a été mise en œuvre pour contribuer l'accompagnement à la Validation des acquis de l'expérience sur des territoires faiblement couverts (au regard des agréments délivrés par la DRAJES). 3 salarié-es des ADs et de l'UR sont accompagnateurs-trices VAE. Ainsi, les Francas sont identifiés en tant qu'« Accompagnateurs VAE » dans les départements de Charente, des Landes, de la Gironde, du Lot-et-Garonne et des Pyrénées-Atlantiques. De plus, Florence Macon, directrice de l'AD 64 fait partie le jury évaluateur de la VAE.

Cependant, nous remarquons que peu de candidats parviennent à finaliser leur parcours de VAE en raison de la complexité des dossiers à réaliser. Les conditions d'accès et d'accompagnement à la VAE ayant été modifiées en 2024 tant les difficultés rencontrées dans les démarches se sont accrues (notamment à la suite de la reprise de la gestion par France VAE). Nous n'avons pas accueilli de candidat.es dans ce dispositif en 2025.



BATA
les francas

Envie d'un job qui a du sens ?
Envie d'agir avec les enfants, avec les adolescent-es ?

Je m'engage dans l'animation !

Le brevet d'aptitude aux fonctions d'animateur (BAFA),
c'est, dès 16 ans, la clef pour devenir animateur ou animatrice de façon occasionnelle.

Devenir animateur ou animatrice, c'est :

- DU SENS** J'anime en équipe des loisirs éducatifs.
- UNE EXPÉRIENCE** Je vis une aventure collective, je prends confiance en moi.
- DES COMPÉTENCES** J'acquiers une formation et un vrai « plus » sur mon CV.
- UN PLAISIR** J'agis avec et pour des enfants et des adolescent-es.

Je passe mon BAFA avec Les Francas pour :

- ✓ **Leur expertise :** des stages accessibles partout en France, encadrés par des équipes expérimentées.
- ✓ **Leur réseau :** des milliers de centres de loisirs partout sur le territoire.
- ✓ **Leurs convictions éducatives :** l'accès aux loisirs pour tous, un levier d'égalité, de citoyenneté et d'émancipation.
- ✓ **Une expérience collective :** une pédagogie active faite d'échanges, de rencontres et de mises en situation.
- ✓ **Des méthodes actives et des outils concrets :** une formation participative et des ressources adaptées.
- ✓ **Un Mouvement :** rejoindre les Francas, c'est faire partie d'un collectif engagé pour l'éducation.

www.francas-na.fr

de Nouvelle-Aquitaine
les francas
L'éducation en mouvement !

Développer ses compétences de professionnel-le de l'éducation

Devenir animateur ou animatrice

Devenir coordonnateur ou coordinatrice de projets éducatifs

Devenir directeur ou directrice de structure, de service ou d'association

Je me forme

pour contribuer à la qualité de l'action éducative

L'animation, un secteur professionnel.
Pour un accueil et des pratiques éducatives de qualité des enfants et des adolescent-es dans leur temps libre.

Des formations certifiantes et diplômantes

- ✓ **CQP** (Certificat de qualification professionnelle) « animateur périscolaire »
- ✓ **CPJEPS** (Certificat professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport) mention « animateur d'activités et de vie quotidienne »
- ✓ **BPJEPS** (Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport) spécialité « animateur »
- ✓ **DEJEPS** (Diplôme d'État de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport) « animation socio-éducative et culturelle »
- ✓ **DESJEPS** (Diplôme d'État supérieur de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport) « animation socio-éducative et culturelle »
- ✓ **CCDACM** (certificat complémentaire de direction d'accueil collectif de mineurs)
- ✓ Des modules de **formations continues**
- ✓ Des **actions de formation** conçues avec les organisateurs locaux d'accueils éducatifs.
- ✓ Un accompagnement à la **validation des acquis de l'expérience (VAE)**

Des méthodes pédagogiques variées

- ✓ Expérimentations
- ✓ Apports théoriques
- ✓ Analyse des pratiques
- ✓ Mises en situation
- ✓ Démarches d'évaluation

Une attention particulière aux stagiaires

- ✓ Accompagnement et suivi de l'alternance
- ✓ Équipe pédagogique au service des stagiaires
- ✓ Accessibilité tous publics et accueil inclusif

Qualiopi
provenance de l'éducation
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

www.francas-na.fr

f Francas Nouvelle-Aquitaine

@ francasnouvelleaquitaine



44-50 boulevard George v - 33000 Bordeaux
05 33 89 11 56 - contact@francas-na.fr

f Francas Nouvelle-Aquitaine

@ francasnouvelleaquitaine

44-50 boulevard George v - 33000 Bordeaux - 05 33 89 11 56 - contact@francas-na.fr

Piloter ensemble la stratégie fédérale

1

Le projet Régional de Développement et de Coopération

PRDC

Deux initiatives inscrites au Projet régional de développement et de coopération (PRDC) concernaient la gouvernance.

L'initiative 61 nous engageait à instaurer davantage de mixité, de porosité entre les pôles du siège régional, les groupes, les commissions et les collectifs, pour une gouvernance plus collégiale.

L'initiative 62 visait à renforcer le collectif d'élaboration du PRDC pour le transformer en collectif de conduite et d'évaluation. Le projet fédéral « Avec les enfants et les jeunes, ensemble pour l'éducation » est rendu opérationnel par une stratégie fédérale qui décrit sa mise en œuvre. Le projet et la stratégie sont déclinés dans chaque AD dans le cadre d'une stratégie départementale. Le PRDC prend en compte chacune de ces stratégies pour définir les espaces de coopération régionale, prioriser les actions à mener, définir les moyens et méthodes à mobiliser pour atteindre l'ambition visée. En Nouvelle-Aquitaine, la mobilisation de salarié-es et de bénévoles a permis l'élaboration d'un PRDC volontariste et ambitieux comportant 95 initiatives à prendre d'ici 2025.

Il s'agissait de manière générale de repenser le fonctionnement de différents collectifs afin que l'unité régionale ne soit pas seulement une agrégation de collectifs fonctionnant de façon isolée, mais de faire vivre un espace de coopération et de mutualisation d'actions au service du développement d'un projet commun.

Le Collectif de Conduite et d'Evaluation (CCE) du PRDC s'est réuni régulièrement pour traduire les initiatives en fiches-action et pour assurer l'évaluation régulière de l'avancée du projet.

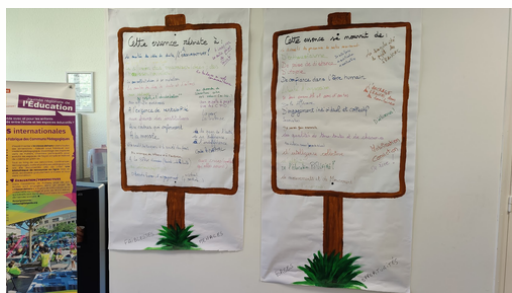
En 2025, le CCE s'est réuni quatre fois, les samedis matin précédant les réunions du Conseil d'Administration de l'Union régionale. Une quinzaine de participants était présents à chaque rendez-vous. Les travaux ont porté sur la démarche d'évaluation du PRDC, l'économie de la formation des volontaires, le bilan de l'Agora de Nouvelle-Aquitaine.

Ce collectif est principalement animé par Patricia Langoutte, secrétaire de l'UR, Maurice Testemale, élu de l'AD 40, Evelyne Broustaut, militante de l'AD 40 et par la délégation Fédérale (Christophe Sauvaud et Guillaume Habens).

Dans la continuité de l'initiative du week-end PRDC qui s'est déroulé à Andernos-les-Bains, nous avons réitéré cette action au mois d'Avril à Mignaloux-Beauvoir (cf. partie être et faire mouvement).



Mignaloux-Beauvoir





le Conseil d'administration

Composé de 3 membres élu·s de chaque association départementale, le Conseil d'administration de l'Union régionale s'est réuni 4 fois en présentiel ou à distance sous l'égide de la présidente, Pascale Oustrain jusqu'en juin 2025 puis de Patricia Langoutte élue en septembre 2025 : le 25 janvier, 17 mai, 09 septembre et 29 novembre

Les ordres du jour des réunions ont permis de traiter des orientations budgétaires et du budget, de l'économie de la formation des volontaires, de la nouvelle démarche congrès, de l'activité et des difficultés des ADs, de la formation des volontaires, de la formation professionnelle, de la charte d'engagements réciproques Culture et Education populaire.

Les responsables permanent-es territoriaux-territoriales ont été convoqué-es aux réunions du Conseil d'administration traitant des orientations budgétaires et du vote du budget de l'année. Ils et elles sont invité-es en tant qu'auditeurs-trices lors des autres réunions du Conseil d'Administration.

le bureau

L'objet du Bureau est d'instruire les dossiers qui seront présentés en Conseil d'Administration, de traiter les affaires courantes. Conformément aux statuts, il est composé d'une présidente, d'un trésorier, d'une trésorière-adjointe et d'une secrétaire. Pour concrétiser la volonté exprimée dans notre ambition d'instaurer davantage de porosité entre les collectifs, les présidentes des ADs sont invité-es à chaque instance. Le Bureau s'est réuni 8 fois au cours de l'année, en soirée, à distance : le 06 janvier, le 17 février, le 28 avril, le 30 juin, le 15 juillet, le 08 septembre, le 27 octobre et le 17 novembre 2025.

La commission économique

Instaurée en 2022 avec la volonté d'un suivi comptable plus rigoureux après trois exercices largement déficitaires, la commission économie a pris pleinement sa place dans la gouvernance régionale en se réunissant 5 fois en 2025. Son objet est d'établir et de suivre le budget de l'année, mais aussi consolider la structure économique de l'Union régionale par l'amélioration des process et procédures comptables. De façon opérationnelle, elle instruit les dossiers économiques présentés au Bureau puis au Conseil d'administration. Au cours de l'année 2025, elle s'est attelée au suivi du budget et à l'examen de l'économie de la formation des volontaires

Les membres de cette commission sont Pascale Oustrain, Patricia Langoutte, Alexis Dupouy, Josette Morlaes (pour les élu-es). Myriam Bajolle, comptable de l'Union Régionale et la délégation fédérale font également partie de cette commission.



La commission ressources humaines

Cette commission a l'objectif de définir et d'accompagner la politique des ressources humaines de l'Union régionale. En 2025, le travail de la commission a porté sur l'élaboration du support des entretiens de maîtrise professionnelle, sur l'instruction de la rupture conventionnelle d'une salariée, sur la préparation du départ à la retraite d'un salarié et plus globalement sur les principes d'organisation des ressources humaines de l'Union régionale. Sur ce point, il s'est agi de se connaître et d'identifier le champ des prérogatives de chacun-e. Avant cela, un travail sur les fiches de poste (fin 2023) avait été réalisé.

Les membres de la commission ont participé aux entretiens obligatoires conventionnels des salarié-es (entretien professionnel et entretien de maîtrise professionnelle)

En début d'année 2026, la commission a travaillé sur le processus de recrutement d'un formateur professionnel en remplacement d'un départ.

Sa composition est la suivante : Patricia Langoutte, Pascale Oustrain, Josette Morlaes, Alexis Dupouy, Odile Rapeau et Cédric Galand.

L'intérêt de ces commissions est d'impliquer les élu-es dans le traitement des problématiques rencontrées au sein de l'Union Régionale et ainsi de les positionner activement dans leur fonction employeur.

Une direction exécutive

La direction exécutive est assurée par la délégation fédérale qui est chargée d'organiser la mise en œuvre de l'activité de production (formation des volontaires et formation professionnelle), d'animer le PRDC, d'assurer la représentation institutionnelle de l'UR et de gérer les affaires courantes. Deux délégués fédéraux sont missionnés par la Fédération nationale dans chaque Union régionale.

En Nouvelle-Aquitaine, Christophe Sauvaud et Guillaume Habens mènent ces missions. L'organisation de la délégation en région fait l'objet d'un projet de direction. Ainsi, le suivi des Associations départementales a été réparti par moitié à chaque délégué fédéral : les ADs 16, 47, 64 et 86 sont suivies par Guillaume Habens - les ADs 17, 24, 33 et 40 sont suivies par Christophe Sauvaud. Christophe Sauvaud suit le développement et l'animation de la formation professionnelle et assure la fonction de représentation au sein des collectifs affinitaires (CRAJEP, MANA, CFA, Hexopée, fédération d'Education Populaire) et Guillaume Habens assure le suivi du développement et de l'animation de la formation des volontaires, ainsi que le suivi du marché FPC Uniformation. L'animation des collectifs PRDC, RPT, statutaires et des commissions est commune aux deux délégués.



Dans notre ensemble fédéral, l'Union régionale constitue un espace de coopération entre les Associations départementales. Il s'agit tout d'abord de mutualiser des moyens pour être plus efficaces. Par exemple, l'organisation de la formation requiert une ingénierie, des moyens humains et des moyens matériels que les ADs seules ne peuvent pas mettre en œuvre. Par ailleurs, l'Union régionale permet de développer des projets de coopération dans le cadre du PRDC. Enfin, l'Union régionale organise des collectifs pour croiser les regards et enrichir les pratiques. Un de ces collectifs est le Collectif Exécutif Régional (CER). Il regroupe les directeurs et directrices d'AD, nommé-es RPT (Responsable Permanent Territorial). Ce collectif peut parfois inviter d'autres salarié-es lorsque les sujets le nécessitent ou lorsque le ou la RPT doit se faire représenter. Le CER est un collectif technique d'information, de coopération, d'instruction et de proposition.

À chaque rencontre, différents sujets sont abordés et/ou traités :

- les actualités locales, départementales, régionales, fédérales, nationales et parfois internationales ;
- l'actualité des AD, modèles d'activité, modèles économiques, partenariats ;
- l'organisation et le fonctionnement fédéral et régional ;
- les projets de coopération interdépartementaux ;
- l'organisation de la formation professionnelle et de la formation des volontaires ;
- la définition des cadres d'organisation régionale ;
- l'instruction de dossiers en vue de leur présentation au CA de l'UR.

En 2025, le collectif s'est réuni à six reprises :

- les 28 et 29 janvier en présentiel à Bordeaux
- le 11 mars en présentiel à Bordeaux
- les 13 et 14 mai en présentiel à Bordeaux
- les 1^{er} et 2 juillet en présentiel au Temple-sur-Lot
- le 23 septembre en distanciel
- les 12 et 13 novembre en présentiel à Bordeaux

Le CER est un espace dans lequel peuvent parfois s'exprimer les difficultés, les incompréhensions, les mécontentements. Mécontentements vis-à-vis des décisions fédérales et régionales, vis-à-vis de l'organisation fédérale et régionale, vis-à-vis de la coopération interdépartementale. C'est aussi un espace de partage des difficultés de gestion pour les RPT : gouvernance départementale, économie, gestion des ressources humaines, relation aux institutions départementales, modèle d'activité...

Enfin, le CER est un espace d'expression des incompréhensions. Chaque RPT dirige une AD singulière, chaque RPT répond à des attentes différentes liées aux spécificités de son territoire, des partenariats noués, des directives du comité directeur... Les RPT ne se rendent pas toujours compte des différences de réalité de leurs homologues et ont parfois tendance à se comparer, voire même se reprocher de ne pas investir tous les sujets de la même façon.

Le Collectif Exécutif Régional

La charte de fonctionnement de la Fédération nationale prévoit la présence obligatoire des RPT au CER. Malheureusement, nous constatons un effritement de leur participation. Certain-es RPT sont absent-es et certain-es participent à distance. Les dates sont pourtant fixées collectivement, de manière anticipée et la présence obligatoire de chacun-e est un principe connu. Cette situation est problématique et doit être dépassée. Les RPT ne peuvent pas poser de congés ou de jours de récupération pendant les CER, ils ne peuvent pas justifier leur absence pour un engagement autre qu'une rencontre essentielle pour leur AD et impossible à décaler. La délégation compte sur les Présidents et Présidentes pour rappeler cela aux RPT en s'assurant de leur donner les moyens de tenir cet engagement.

Le collectif des salariés de l'Union Régionale

Composé des formateurs-trices de la formation professionnelle, du coordonnateur de la formation des volontaires, de l'attachée de direction et de la comptable de l'Union régionale, ce collectif est animé par la délégation fédérale. Il s'est réuni 2 jours au cours de chaque période de congés scolaires pour produire les process et procédures nécessaires à la démarche qualité, pour élaborer les programmes de formation et pour partager des expérimentations et innovations pédagogiques.

Les autres rendez-vous ont été axés sur la réforme des diplômes JEP et l'appropriation des nouveaux textes et leurs déclinaisons.

Chaque mois, l'équipe de formateur.trices et l'attachée de direction participe à des réunions à distance ayant pour objectif d'aborder et de régler collectivement toutes les problématiques du fonctionnement quotidien.



Séminaire juillet 2026 La Rochelle

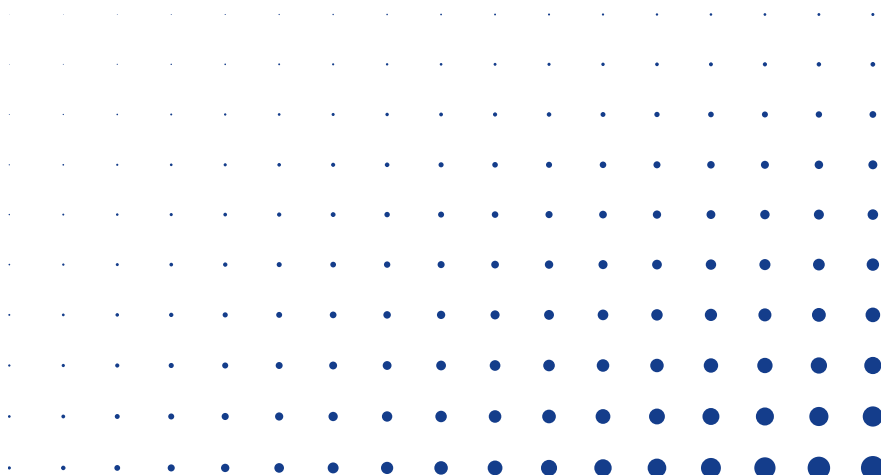
Conclusions

L'activité de l'année 2025, dans un contexte enclin à de nombreuses incertitudes a mobilisé beaucoup d'énergie de l'équipe régionale dans le cadre de la réforme des diplômes JEPS mais aussi des militants du mouvement à travers la mobilisation du 11 octobre #ca ne tient plus#

Notre engagement au sein des collectifs affinitaires et en direction des institutions conforte notre place dans l'écosystème éducatif régional. Nos rendez-vous PRDC, l'engagement bénévoles, l'organisation de la formation des volontaires confortent notre volonté d'« être et faire mouvement », mais également à « être et faire fédération ».

La préparation du congrès de Marseille a mobilisé de l'ensemble des niveaux de notre organisation afin de proposer des débats sur des questions de société qui participeront à l'élaboration du projet 2026-20230.

Cependant, dans un environnement peu favorable au monde associatif nous devons redoubler de vigilance et de prudence. Pour cela le développement de notre projet à chaque échelle territoriale ne saurait se faire sans la plus grande rigueur et sans l'engagement de toutes et tous pour le projet.



Les membres du Conseil d'Administration

Nom	Prénom	AD	Fonction au bureau
Rifai	Hanane	16	membre
Galand	Cédric	17	membre
Lourdin	Céline	17	
Odin	Nicolas	17	
Chassaing	Claudie	24	membre
Napias	Michèle	33	
Rapeau	Odile	33/CF	Secrétaire
Morlaes	Josette	40	Trésorière Adjointe
Testemale	Maurice	40	
Loume Seixo	Viviane	40/CF	membre
Lourenco	Marion	47	membre
Minard	Raphaëlle	47	
Paquiot-Leygue	Claire	47	
Dupouy	Alexis	64	Trésorier
Oustrain	Pascale	64	membre
Ségura	Pierre	64/CF	membre
Abboub	Khadija	86	membre
Brites	Emilie	86	Secrétaire adjointe
Langoutte	Patricia	86	Présidente
Cohen	Babeth	CF	membre

Les salarié·e·s de l'Union Régionale

Prénom, nom	Fonction	Lieu	Téléphone pro.	Email professionnel
Myriam BAJOLLE	Comptable	Bordeaux	'0524728353	mbajolle@francas-na.fr
Nathalie ROY	Attachée de direction Formation professionnelle	Bordeaux	'0524728353	nroy@francas-na.fr
Quentin SAUVAUD	Coordonnateur de la formation des volontaires	Bordeaux	'0673381537	qsauvaud@francas-na.fr
Laurence BENEZET	Formatrice (BP LTP)	Bordeaux	684082133'0	lbenezet@francas-na.fr
Claire NEDELEC	Formatrice (BP LTP)	Pau	'0687226743	cneelec@francas-na.fr
Lionel PICARD	Formateur (BP LTP, BP EEDD)	Pontonx-sur-l'Adour, Bordeaux	'0648003692	lpicard@francas-na.fr
Claire FAYARD	Formatrice (BPJEPS)	Bordeaux, Angoulême	'0643609613	cfayard@francas-na.fr
Céline THEBAULT	Formatrice (BP LTP, CPJEPS)	Rochefort, La Rochelle Aiguillon	'0668214212	cthebault@francas-na.fr
Stéphanie JADOT	Formatrice (BP LTP, CPJEPS)	La Rochelle, Rochefort	'0633090540	sjadot1@francas-na.fr

Les formateurs·trices associé·e·e

Nom	Prénom	Fonction	
Arriet Bartet	Carine	Formatrice	Bordeaux
Giraudon	Mayalis	Formatrice	Bordeaux
Bernard	Ophélie	Formatrice	Rochefort
Bimont	Edouard	Formateur	La Rochelle
Garcia	Mathias	Formateur	Aiguillon/ Meilhan sur Garonne
Macon	Florance	Formatrice	Pau
Viandon	Jerôme	Formateur	Pau
Andrieu	Audrey	Formatrice	Angoulême
Maviel	Antoine	Formateur	Pontonx/Adour



Les moyens fédéraux

Nom, prénom	Association départementale
Christophe SAUVAUD	Délégué Fédéral à missions permanentes, en charge de la Nouvelle-Aquitaine
Guillaume HABENS	Délégué Fédéral à missions permanentes, en charge de la Nouvelle-Aquitaine
Patricia LANGOUTTE	Déléguée Fédérale à mission non permanente Graines de Philo - Mission nationale
Evelyne BROUSTAUT	Déléguée Fédérale à mission non permanente Université Populaire de l'Education - Mission nationale

Les responsables permanents territoriaux

Nom, prénom	Association départementale
Audrey ANDRIEU	AD16
Virginie POUILLOUX	AD17
Mathieu LABROUSSE	AD24
Hanane RIFAI	AD33
Philippe LUCANTE	AD40
Christophe DUPRAT	AD47
Florence MACON	AD64
Stéphane TOURRAINE	AD86

Les certificateurs de la formation professionnelle

Nom	Prénom	Nom	Prénom	Nom	Prénom	Nom	Prénom
AMAGAT	Stéphanie	DECOLY	Lukas	LECOZ	carole	PICARD	Lionel
ANGLADE	Jessica	DEGEIX	Ingrid	LEGUILLON	Séverine	PICARD	Stéphane
BAGONNEAU	Sophie	DELPAT	Muriel	LEPRETRE	Yann	PIONICA	Bernard
BARRAU	Laurent	DENECHAUD	Coline	LESGOURGUES	Sophie	POUILLOUX	Virginie
BELLOC	Emmy	DUBOIS	Dany	LESUEUR	Arnaud	PUNTOUS	Emilie
BENETON	Michèle	DUFAU	Robin	LEYTOUR	Sophie	RACLET	lisa
BERDOYES	Julien	DUPOUY	Alexis	LEYTOURE	Sophie	ROQUETANIÈRE	Alexandra
BERNARD	Ophélie	ESPIOT	Céline	LOURDIN	Céline	RULLIER	Olivier
BETHE	Lise	EVENO	Johann	LUCANTE	Philippe	SAESENS	Annelise
BIMONT	Edouard	EYMARD	Antoine	MACON	Florence	SARPEDONTI	Morgan
BONHOMME	Nicolas	FAYARD	Claire	MALÉCOT	Nathalie	SAUVAUD	Christophe
BOUCHET	Patrick	FERNANDEZ	Julien	MARTIN	Benjamin	SAUVAUD	Quentin
BROUSTAUT	Eveltyne	GIRAUD	Alexandre	MEMIN	Géraldine	SERER-JOUBERT	Coralie
BRUN	Myène	GODMER	Maeva	MEUNIER	Angélique	SEROUGE	Sarah
BRUNIE	Olivier	GORRY	Sandrine	MOZÉ	Victor	SERVANT	Marie Pierre
BRUNOT	Fanny	GRACIET	Séverine	MULLER	Yveline	SERER-JOUBERT	Coralie
CASSE	Michel	GRANGER	Marie	NAVARRATE	Sylvie	SEROUGE	Sarah
CASTETS	Magalie	GUEDRAT	Lucie	NEDELEC	claire	SERVANT	Marie Pierre
CHAMPENOIS	Blandine	GUITARD	Sandrine	NEDÉLEC	Claire	STEFAN	Pascal
CHAUVEAU	Quentin	HABENS	Guillaume	ODIN	Nicolas	THÉBAUD	Céline
COLLOT	Cyril	HANSBERGER	Justine	OLAZABAL	Txomin	THÉBAULT	Céline
CONSTANTIN	Carole	HARDY	Lorelei	OLLIVIER	Rachel	TONNELIER	Mégane
COPOIS	Stéphane	JACQUELINE	Emma	PALLEJA	Sandy	VACQUE	Jean Noel
CORDEAU	Virginie	KOWALIK	Dimitri	PALMAS	Rémi	VERDES	Julie
DAGOIS	Claire	LANGOUTTE	Patricia	PASQUET	Nicolas	VEZY	Alice
DARRICAUD	Emilie	LARRERE	Sabrina	PATENOTE	Lucile	VIANDON	Jérôme
DE BUTTET	Rémi	LASSEQUE	Angélique	PHELIPPOT	Tania	VOISIN	Damien



RETROUVEZ-NOUS SUR



Les Francas de Nouvelle-Aquitaine



www.francas-na.fr



[francasnouvelleaquitaine](https://www.instagram.com/francasnouvelleaquitaine)

avec les **enfants**
et les **jeunes,**
ensemble
pour l'**éducation !**
les francas

Union Régionale des Francas de Nouvelle-Aquitaine

44-50 boulevard George V - 33000 BORDEAUX

Siret - 317 100 030 000 53

05 33 89 11 56

contact@francas-na.fr

Coordination de la rédaction
Christophe Sauvaud - Guillaume Habens

Conception graphique
Nathalie Roy

Crédit photos : Union Régionale
Images Pixabay libres de droit et de l'Union Régionale
I.P.N.S. Imprimé par nos soins - Ne pas jeter sur la voie publique